

EN HAUSSE DE 43% PAR RAPPORT À 2022

Les dépenses de la PCH atteindront les 149 milliards de DA

Le Directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Ferhat a réfuté, mardi, toute pénurie de médicaments au niveau de son établissement et des différents hôpitaux à travers le pays, soulignant que les médecins praticiens «n'ont pas parlé de pénurie de médicaments».

Présentant le bilan annuel des activités de la PCH, il a fait savoir que les prévisions d'achats à la fin de 2023, atteindront environ «149 milliards DA, soit une augmentation de 43% par rapport à 2022 (104 milliards DA)». P 3



LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE L'A SOULIGNÉ DEPUIS TOUGGOURT

Nécessité de renforcer l'attractivité de l'investissement productif



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a insisté, lundi soir depuis Touggourt, sur la nécessité de renforcer l'attractivité de l'investissement productif afin de créer de la richesse et de développer le tissu industriel.

P 4

CAISSE DE GARANTIE DES MARCHÉS PUBLICS

Lancement jeudi prochain d'un service de finance islamique

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) procédera jeudi prochain au lancement d'un service de finance islamique sur les garanties bancaires qu'elle accorde, à travers l'ouverture de deux guichets consacrés à cet effet, a indiqué mardi un communiqué de cette institution publique.

P 3

TAXE ENVIRONNEMENTALE

Plus de 3 000 établissements industriels concernés à Blida

Plus de 3.000 établissements industriels de la wilaya de Blida sont concernés par le paiement de la taxe environnementale, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'Environnement. "Ces établissements industriels sont tenus de payer cette taxe environnementale pour non mise en place de mécanismes de protection du milieu contre la pollution par leurs rejets de déchets liquides, solides ou gazeux", a expliqué le directeur du secteur, Ouahid Tchachi.

P 6

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، مع جيون

COMMERCE

**Zitouni charge
Mme Ouchait de
la gestion des
affaires d’ALGEX**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a chargé, lundi, Mme Ghania Ouchait de la gestion des affaires de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), indique le ministère dans un communiqué. Cadre à ALGEX, M. Ouchait a été désignée en remplacement de M. Abdellatif Houari, dont il a été mis fin aux fonctions, note la même source.

**PARC D’ATTRACTIONS
ET ZOOLOGIQUE
«MOSTALAND» DE
MOSTAGANEM**

**Plus de 1,8 million
de visiteurs durant
la saison estivale**

Une affluence de plus de 1,8 million de visiteurs a été enregistrée au parc d'attractions et zoologique « Mostaland » de Mostaganem, durant la saison estivale 2023, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de cette structure récréative. La Directrice de « Mostaland » Samia Benmehal a souligné que « ce chiffre a été enregistré, durant la période allant du 1er juin au 31 août dernier, avec un pic d'affluence relevé en un mois au parc d'attractions, depuis son ouverture il y a six années, où le nombre de visiteurs a atteint 1 million et 78.000 visiteurs, au mois d'août dernier ». Au cours de ce mois, le même parc a enregistré la plus forte fréquentation en journée avec près de 40.000 visiteurs ayant afflué à « Mostaland », et ce, le 17 août dernier, a-t-elle indiqué, attribuant cette affluence record à l'intérêt des familles et des enfants bénéficiant des colonies de vacances venant de différentes wilayas du pays dans les différents espaces, notamment ceux récemment créés.

SOUS LE SLOGAN «FROM IDEAS TO IMPACT»

**Alger abritera la Conférence
africaine des start-up**

Alger sera la capitale africaine des start-up en décembre prochain. Elle abritera la 2^e édition de la Conférence africain des start-up prévue du 5 au 7 décembre 2023, qui sera placée sous le slogan «From ideas to impact».

Par Slimane T.

L'édition de 2023, qui se tiendra au Centre international de conférences (CIC) Abdellatif Rahal, verra une large participation de ministres africains concernés par le domaine de l'innovation, des start-up et des porteurs de projets innovants, et permettra également de renforcer la coopération africaine, indique le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Il s'agit également de valo-

riser, d'activer et de suivre les décisions issues de la première édition de la Conférence qui s'est tenue, rappelons-le, en 2022 à Alger, précise le communiqué du ministère. L'organisation de la 2e édition de la Conférence africaine intervient après le «grand succès» de la première, tenue en décembre 2022, qui a réuni des acteurs majeurs des domaines de l'innovation et des start-up du continent africain, et des décideurs des politiques publiques dont des ministres et des instances

gouvernementales de 35 pays africains, ajoute la même source. La première édition a été couronnée par «l'adoption d'une feuille de route, la première du genre dans le continent, instaurant une coopération interafricaine de haut niveau», qui a été suivie par «l'adoption par le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) lors de sa 42e session en mars 2023, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), d'une résolution concernant la Déclaration d'Alger pour le développement des start-up en Afrique».

Cette conférence se veut «une occasion unique de rassembler des entrepreneurs et des innovateurs de différentes parties du continent africain et du monde, en vue de renforcer la coopération et d'échanger les expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat et développer des projets émergents». Il s'agit également d'«une plate-forme cruciale pour renforcer le rôle des jeunes et des innovateurs dans la réalisation du développement durable en Afrique», conclut le communiqué.

RISQUES ÉMERGENTS

Les assurances sensibilisent les entreprises

L'importance de sensibiliser les entreprises, les institutions et les opérateurs économiques sur l'importance de la protection des patrimoines, des personnes et des activités des risques émergents par le biais de l'assurance, a été soulignée, ce lundi, par le PDG de la Société nationale des assurances (SAA), Youcef Benmicia. « Face aux risques émergents, appelés aussi risques catastrophiques, il faudrait continuer à sensibiliser, communiquer avec les entreprises, les institutions et opérateurs économiques et même les particuliers, afin de protéger le patrimoine, l'activité et les personnes par le biais de l'assurance » a-t-il indiqué à l'APS en marge d'un séminaire régional sur « l'Assurance des entreprises face aux risques émergents ». Concernant les risques émergents, il a indiqué qu'il s'agit notamment des cyber risques, des risques climatiques, environnementaux, sanitaires ou encore les risques de guerres,

mais également « le risque de perturbation ou d'interruption de la chaîne d'approvisionnement du fait des catastrophes naturelles ou des changements géopolitiques » apparus, très récemment, mais aux impacts assez important comme les pénuries, l'inflation, la hausse des prix, entre autres. A ce propos, il a souligné, que les offres d'assurance de la SAA, couvrent également ces nouveaux risques, d'où l'importance de les faire connaître aux entreprises, a fait savoir Benmicia. Lors de ce séminaire régional, qui a été marqué par la présence de chefs d'entreprises, d'opérateurs économiques, de compagnies d'assurances des wilayas de l'Ouest, le PDG a rappelé que le secteur des assurances en Algérie a enregistré, en 2022, un chiffre d'affaires avoisinant les 155 milliards de DA, soit un taux d'augmentation estimé à 6% par rapport à l'année 2021, un taux « non négligeable qui pourrait être revu à la

hausse avec la relance économique enregistrée ». De son côté, Hamza Arbane, cadre dirigeant à la SAA, a indiqué lors de son intervention sur les démarches de gestion des risques dans les entreprises et l'assurance que « la gestion des risques représente un axe très important dans les stratégies des entreprises dans le monde entier et en Algérie en particulier ». Concernant la gestion des risques émergents, il a souligné que la SAA a mis à la disposition des entreprises une palette de moyens pour les aider à mieux les gérer, ajoutant qu'il s'agit d'audits personnalisés, une couverture adaptée et des produits dédiés au risque. La gestion des risques est, selon lui, le processus qui permet d'identifier et d'évaluer les risques en vue d'élaborer un plan visant à les minimiser et à les maîtriser et leurs conséquences potentielles pour une entreprise. **R E.**

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Une convention-cadre entre l’Université d’Alger 1
et les laboratoires Astra-Zeneca**

Une convention-cadre entre l'Université d'Alger 1 et les laboratoires anglo-suédois « Astra-Zeneca » a été signée à Alger, afin de renforcer la formation et l'orientation professionnelle dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Cette convention-cadre a été signée par le recteur de l'Université d'Alger 1, Pr. Faris Mokhtari, le doyen de la faculté de pharmacie, Pr Redha Djidjik, et le directeur général des laboratoires « Astra-Zeneca », Fouad Baghli, en présence des cadres des facultés de médecine et de pharmacie. A cette occasion, Pr. Mok-

tari a affirmé que cette convention s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'université, les laboratoires de recherche et les entreprises économiques, visant à « valoriser la formation théorique à l'université et la formation appliquée dans les laboratoires et autres établissements ». Il a indiqué, dans ce cadre, que les orientations majeures sur lesquelles repose l'Enseignement supérieur consistent à s'orienter vers les start-up et les incubateurs d'affaires, chose qui « ne saurait être réalisée sans une organisation rigoureuse sur le terrain au sein des facultés »,

cela étant un objectif commun que s'attellent à concrétiser les deux ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. L'universitaire a, en outre, souligné l'engagement de l'Etat à former des pharmaciens-chercheurs capables de fabriquer des médicaments pour assurer la sécurité sanitaire, précisant que la période qu'a traversée l'Algérie lors de la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) a révélé « une pénurie » dans certains médicaments qu'il convient de pallier, à

travers plusieurs mesures, dont notamment l'ouverture de la faculté de pharmacie et des départements en sciences pharmaceutiques. De son côté, le PDG des laboratoires « Astra Zeneca » s'est félicité de la signature de cette convention et de la collaboration avec les associations scientifiques pour le développement de la recherche en Algérie, soulignant que ce partenariat s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la formation appliquée « intervient pour renforcer la relation entre l'entreprise et l'université, au mieux des intérêts de l'étudiant et de l'université ».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

**ccb : BDL 005
00170000003889 09**

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

EN HAUSSE DE 43% PAR RAPPORT À 2022

Les dépenses de la PCH atteindront les 149 milliards de DA

Le Directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Samir Ferhat a réfuté, mardi, toute pénurie de médicaments au niveau de son établissement et des différents hôpitaux à travers le pays, soulignant que les médecins praticiens «n'ont pas parlé de pénurie de médicaments».

Par Sirine R

«Nous ne pouvons pas parler de pénurie de médicaments pour un médicament qui ne figure pas dans la nomenclature commerciale de la PCH, ou qui est acquis pour la première fois», a-t-il dit. Il a assuré que le stock disponible actuellement des différents produits pharmaceutiques «suffira pour les 10 prochains mois». L'Etat «ne renoncera jamais à la fourniture de médicaments de base au citoyen y compris les médicaments innovants achetés auprès des meilleures marques», a ajouté le DG de la PCH qui s'est exprimé lors d'une conférence de presse pour présenter la stratégie adoptée dans le domaine de l'approvisionnement en médicaments. Il a rappelé que les efforts consentis «nous ont permis d'acquérir tous les produits pharmaceutiques dont les médicaments de traitement de cancer et des hémopathies», faisant référence au manque dont souffrent dernièrement certains hôpitaux spécialisés

concernant «le retard de la livraison de 27 médicaments de traitement de cancer sur un total de 123». Présentant le bilan annuel des activités de la PCH, il a fait savoir que les prévisions d'achats à la fin de 2023, atteindront environ «149 milliards DA, soit une augmentation de 43% par rapport à 2022 (104 milliards DA)». Quant aux achats de la PCH par type de médicament, il a indiqué que la PCH «a acheté des médicaments anti-cancers pour une somme de 44 milliards DA jusqu'au 21 septembre en cours, et 29 milliards DA pour le traitement des hémopathies, sachant que ces deux types de spécialités de médecine représentent un taux de 66% du total des prévisions d'achats». Pour les ventes de la PCH, elles ont atteint, selon son DG, jusqu'au 21 septembre 2023, «plus de 105 milliards DA, pour atteindre près de 135 milliards DA au terme de l'année en cours». Soulignant que la PCH assure les médica-

ments, uniquement au niveau des hôpitaux, M. Ferhat a précisé que l'établissement «s'emploie à améliorer en permanence sa performance en vue de fournir les produits pharmaceutiques à toutes les structures hospitalières du pays en veillant à garantir la qualité des médicaments commercialisés». Concernant les prévisions des commandes à venir des établissements hospitaliers, le conférencier affirmé que la PCH a procédé au développement de sa méthode commerciale dans le cadre d'un système de numérisation en vue d'assurer plus de rapidité dans la prise en charge des commandes des établissements hospitaliers, l'élargissement du marché local et l'allègement des coûts de distribution, mais aussi pour œuvrer à diminuer les dangers liés aux stocks cumulés. L'intervenant a révélé «la création de nouvelles annexes de la PCH à Sétif, Ouargla, Tamanrasset, Laghouat et Adrar, en sus de celles opérationnelles à Alger, Annaba, Biskra, Oran et Bechar».

CAISSE DE GARANTIE DES MARCHÉS PUBLICS

Lancement jeudi prochain d'un service de finance islamique

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) procédera jeudi au lancement d'un service de finance islamique sur les garanties bancaires qu'elle accorde, à travers l'ouverture de deux guichets consacrés à cet effet, a indiqué mardi un communiqué de cette institution publique. La caisse commencera à fournir ce nouveau service appelé "lettre de garantie", dans un premier temps à travers deux guichets islamiques à la Direction générale d'Alger Centre et la direction régionale du sud à Ouargla, en attendant sa généralisation au début de l'année prochaine 2024 au niveau de la direction régionale de l'Ouest

à Oran et la direction régionale de l'Est à Constantine, précise la CGMP. En vue d'encourager la demande de cette activité islamique, la caisse offrira une réduction incitative des tarifs aux premiers bénéficiaires de ce nouveau produit, précise le communiqué. Le produit islamique "lettre de garantie" a obtenu un certificat de conformité à la Charia le 18 juin dernier, sous le n 123/2023, délivré par l'Autorité charaïque nationale de la fetwa pour l'industrie de la finance islamique du Haut conseil islamique, qui a fait de la caisse la première institution à obtenir la possibilité de commercialiser ce produit conformément aux

lois en vigueur et aux principes de la charia islamique, indique la même source. La CGMP a indiqué que cette procédure coïncide avec la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, célébrée jeudi prochain, et ce, "dans le cadre de la concrétisation et de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à généraliser cette activité dans les domaines bancaire et financier". Pour rappel, la CGMP est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère des Finances depuis plus de 25 ans. Il vise à maintenir l'équilibre entre le développement matériel et finan-

cier des projets liés aux équipements publics en accordant des garanties facilitant la réalisation financière des marchés et des commandes publiques. L'institution traite actuellement avec plus de 7.000 entreprises publiques et privées, y compris les grandes, moyennes et petites entreprises, selon le communiqué. La CGMP s'engage à informer et à fournir des informations aux opérateurs économiques sur les développements de son activité liée à la finance islamique via son nouveau portail électronique créé depuis plusieurs mois, conclut la même source.

R E.

ACQUISITION DE VÉHICULES ET BORNES ÉLECTRIQUES

Un dispositif d'aide sera mis en place en 2024

Un dispositif d'aides financières visant à encourager l'utilisation des voitures électriques en Algérie sera mis en place à partir de l'année 2024, avec l'octroi de primes pour l'acquisition de ce type d'automobiles et pour l'installation de bornes individuelles de rechargement, a indiqué ce mardi un responsable auprès de l'Agence nationale de la promotion de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE). S'exprimant à l'APS en marge d'une journée d'études sur la mobilité électrique en Algérie, le directeur des projets à l'APRUE, Kamel Dali, a affirmé que l'agence a finalisé un dispositif dédié à la mobilité électrique, en prévoyant d'octroyer en 2024 des primes pour l'acquisition de 1.000 véhicules électriques et pour l'installation de 1.000 bornes indi-

viduelles de rechargement, et ce, dans le cadre du programme national de maîtrise de l'énergie. L'octroi de ces aides à l'acquisition et au développement du réseau de bornes de recharges électrique vise à soutenir les futurs acquéreurs de ce modèle de voitures, afin de les rendre plus accessibles et favoriser le déploiement d'une mobilité propre alternative à la voiture thermique, a-t-il ajouté. M. Dali a précisé que les services de l'APRUE avaient convenu avec deux constructeurs automobiles agréés, pour accorder cette prime sous forme de remises pouvant aller de 300.000 à 500.000 DA, par véhicule. Les pouvoirs publics vont ainsi verser cette prime aux constructeurs automobiles via le Fonds national de maîtrise d'énergie, explique le responsable tout en rappelant que dans le cadre

des dispositions du nouveau cahier de charges portant sur l'activité de fabrication de véhicules, il est stipulé que les constructeurs sont tenus de fabriquer un taux de 15% de véhicules électriques dans leurs usines en Algérie. Le montant de l'aide fixé pour l'accès aux véhicules électriques n'est pas «définitif» et pourrait «faire l'objet de modification en fonction des prix de ces véhicules qui seront fabriqués localement», a souligné toutefois M. Dali. Ce dispositif de soutien aux véhicules électriques sera «encadré par un texte qui devrait être inclus dans le projet de la loi de Finances 2024», a-t-il fait savoir. Quant aux bornes individuelles de rechargement, «elles seront fournies par une filiale du groupe Sonelgaz qui a déjà lancé un avis d'appel d'offres», selon le même responsable.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Un nouveau centre de catering d'Air Algérie

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a donné, mardi au niveau de l'Aéroport international d'Alger «Houari Boumediene», le coup d'envoi des travaux de réalisation du nouveau centre de catering d'Air Algérie qui vise à améliorer les services de restauration pour les deux compagnies nationales, ainsi qu'à exporter ce service aux compagnies étrangères au niveau de l'aéroport. Dans une déclaration à la presse après avoir écouté un exposé sur ce projet présenté par le Président-Directeur général d'Air Algérie (PDG), Yacine Benslimane, M. Cherfa a fait savoir que le nouveau centre de catering «qui dispose d'une capacité de production estimée à 40.000 repas/jour, s'inscrit dans le cadre du programme de restructuration d'Air Algérie, en vue d'ériger l'Aéroport d'Alger en hub intercontinental par excellence».

Le centre permettra de «fournir des services de restauration à Air Algérie et à Tassili Airlines, ainsi que d'exporter ces services de haute qualité aux compagnies étrangères, ce qui permet à la compagnie Air Algérie de devenir un leader continental», a poursuivi le ministre. Selon l'exposé présenté à cette occasion, le nouveau centre de catering d'Air Algérie, réalisé par le groupe Cosider, est composé de deux étages et occupe une superficie de 10.556 m2, avec un coût de réalisation de près de 2 Mds Da, sachant que les délais de sa réalisation ont été fixés à 8 mois.

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 92,5 dollars

Les prix du pétrole reculaient mardi impactés par l'environnement de taux directeurs élevés dans de nombreux pays consommateurs, ainsi que la levée de certaines restrictions sur les exportations de produits pétroliers russes. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre s'est établi à 92,58 dollars, en baisse de 0,76% par rapport à la session précédente. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, glissait de 0,77% à 88,99 dollars. Cette légère baisse des prix de l'or noir «pourrait être la conséquence des décisions prises la semaine dernière par les banques centrales en matière de taux d'intérêt», estiment des analystes. Mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé maintenir ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50% tout en prévoyant une hausse supplémentaire d'ici la fin de l'année, et des taux légèrement supérieurs à 5,0% en 2024, plus élevés que prévu. La Banque centrale européenne (BCE), mais aussi de ses homologues en Suède et en Norvège, ont quant à elles relevé leurs taux de 0,25 point de pourcentage. La Banque d'Angleterre (BoE) a choisi jeudi de laisser ses taux inchangés, dans la foulée aussi de la Banque centrale suisse, mais aucune des deux n'exclut un nouveau tour de vis.

INDUSTRIES
ÉLECTRONIQUES

Une entreprise
chinoise inaugure
son premier centre
de service clientèle
à Alger

L'entreprise chinoise de fabrication d'appareils électroménagers et électroniques "Hisense" a inauguré, lundi à Alger, son premier centre en Algérie de service à la clientèle, en partenariat avec l'entreprise "Khadamaty" filiale du groupe "Condor". Ce centre localisé dans la zone d'El-Hamiz (commune de Dar El Beida à Alger), inauguré par le directeur du groupe "Condor", Abderrahmane Benhamadi, en compagnie du directeur de la zone MENA de la compagnie "Hisense", Jason Ou, vise à accompagner et à aider les clients, ainsi qu'à leur assurer un service après vente "dans les meilleurs délais", tout en offrant aux clients la possibilité de tester les nouveaux produits". Le président du conseil d'administration de l'entreprise "Khadamaty", Zoubir Harbouche, a en outre déclaré travailler sur d'autres projets d'ouverture prochaine de ce genre de centres dans l'ensemble des wilayas, afin de renforcer le service après vente de la marque "Hisense" à travers l'ensemble du territoire national. Le Directeur des opérations de la zone MENA "Hisense", Isamel Hourani, a déclaré que ce centre était le troisième du genre dans la zone MENA, ajoutant que ce dernier "prévoit également une aile pour la formation des collaborateurs artistiques et autres techniciens afin de garantir le transfert des expériences et des expertises", indiquant enfin "que Hisense œuvre actuellement à élargir son panel d'appareils localement confectionnés en Algérie". Pour rappel l'entreprise "Hisense" a signé l'année dernière un contrat de collaboration avec l'opérateur algérien "Condor", en sa qualité de distributeur officiel en Algérie du label chinois (Téléviseurs, Climatiseurs, réfrigérateurs, machines à laver, et cuisinières), destinés tant au marché local qu'à l'exportation.

R E.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE L'A SOULIGNÉ DEPUIS TOUGGOURT

Nécessité de renforcer
l'attractivité de l'investissement
productif

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a insisté, lundi soir depuis Touggourt, sur la nécessité de renforcer l'attractivité de l'investissement productif afin de créer de la richesse et de développer le tissu industriel.

Synthèse S R.

Lors de sa visite de travail dans cette wilaya où il a inspecté plusieurs unités de production, M. Aoun a précisé que « l'investissement productif nécessite la mise en place des conditions et mécanismes nécessaires favorisant la réalisation de l'efficacité de l'investissement pour créer de la richesse et développer le tissu industriel de la région ». Il a mis l'accent, dans ce sens, sur les incitations et les facilitations dont doivent bénéficier les projets sérieux, notamment en ce qui concerne l'affectation du foncier industriel approprié qui constitue, selon lui, « un pilier essentiel dans les efforts visant à promouvoir les opportunités d'investissement dans cette région qui dispose de grandes capacités industrielles capables de concrétiser des investissements créateurs de richesse dans divers secteurs industriels ». Le ministre a apprécié la dynamique ascendante marquant le tissu industriel de la wilaya de Touggourt, qui compte pas moins de 2.169 petites et moyennes entreprises (PME) employant plus de 8.200 travailleurs permanents répartis sur les différents secteurs d'activité, à l'instar de l'agriculture, la pêche, les ressources en eau, l'énergie, les hydrocarbures, les services pétroliers, la sidérurgie, l'industrie agroalimentaire et les services collectifs. Lors de cette visite, le ministre de l'Industrie a procédé à l'inauguration d'une unité de fusion et de transformation des produits ferreux dans la commune de

Témacine, à une dizaine de km du chef-lieu de la wilaya. Intervenant en marge de l'inspection de cette unité industrielle dans le cadre de la seconde et ultime journée de travail dans la région, M. Aoun a mis en avant « l'importante orientation pour de pareils investissements industriels productifs susceptibles de créer une valeur ajoutée à l'économie nationale dans le cadre de la démarche de l'Etat portant appui des exportations nationales et réduction de la facture d'importation ». Qualifiant cette unité « de petit complexe d'El-Hadjar », le ministre qui a rendu hommage aux efforts fournis par les responsables de cette entité industrielle économique, s'est engagé à apporter tout l'appui voulu à cet acquis d'investissement à la faveur de l'accompagnement dans l'organisation de la production de la matière première. « Le développement du secteur industriel est tributaire de la levée des contraintes et la mobilisation des mécanismes à même de permettre l'extension des activités d'investissement et la consolidation de la production, facteurs créateurs de richesses et d'emplois ». S'étendant sur une superficie globale de 24 ha, cette unité, d'une capacité de production annuelle de 200.000 tonnes/An de différents produits, barres d'armature, fil d'acier et rond à béton, à la faveur de ses différentes installations, a généré plus de 300 emplois, toutes spécialités et qualification confondues, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle. Cette

entité économique privée assure la couverture en produits ferreux du marché local et de six wilayas voisines du Sud-est du pays, a-t-on expliqué. Par ailleurs, le ministre a lancé un appel, depuis la wilaya d'El Oued, aux investisseurs à s'engager dans l'industrie agroalimentaire pour valoriser les produits agricoles. S'exprimant lors d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a mis en avant l'importance de cette démarche de booster l'industrie de transformation « qui se fera à travers l'accompagnement de projets d'investissements efficaces » signalant que « la création des petites et moyennes entreprises (PME) dans ce domaine est en adéquation avec les atouts et potentialités de cette région à vocation agricole et favorisera la création de nouveaux emplois ». Le ministre a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité d'encourager l'investissement dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, précisant que « ce créneau est considéré comme un choix stratégique qui permettra de valoriser les produits d'origine agricole et d'éviter l'altération de ces produits, la récession et l'instabilité de leurs prix sur le marché national ». Et d'ajouter : l'efficacité du rôle des PME dans l'économie nationale dépend de la contribution active de tous les acteurs économiques ayant un lien direct avec le monde de l'investissement, sans oublier l'importance qu'accordent les pouvoirs publics au développement de l'industrie.

SERVICES POSTAUX

6 millions de cartes magnétiques «Edahabia»
produites en 3 ans

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a indiqué, lundi à Constantine, que les services centraux de la poste algérienne ont confectionné et remis six (6) millions de cartes "Edahabia" au cours des trois dernières années, portant le nombre total de détenteurs de cette carte, au niveau national, à 12 millions. Le ministre a ajouté, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Constantine, que le nombre de détenteurs de cartes "Edahabia" est passé de 6 millions, en 2020, à pas moins de 12 millions actuellement. Il a souligné que la remise de ces

cartes, associée au renforcement du débit internet, ont permis aux citoyens de bénéficier de plusieurs services tels que le paiement électronique et l'accès à des services permettant d'économiser du temps et des efforts, comme la consultation de l'avis et le transfert d'argent par voie électronique. M. Bibi Triki a également indiqué que dans le cadre de la modernisation du secteur et de l'amélioration du service public, un centre de données (data center) a été mis en service dans la commune d'El Khroub, tandis qu'une structure similaire sera inaugurée "la semaine prochaine" dans la wilaya d'Oran. Selon les explications fournies sur

place, le data center inauguré par le ministre à l'entame de sa visite, est le premier du genre au niveau national. Il dispose de 200 armoires pour l'hébergement, le stockage et la sécurisation des données, chacune des armoires comprenant plus de 40 serveurs dotés d'un dispositif assurant leur fonctionnement en cas de coupure de l'internet ou de pannes de réseaux au niveau des institutions publiques. Au cours de cette visite de terrain dans la wilaya de Constantine, M. Bibi Triki s'est rendu dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli où il a inauguré deux bureaux de poste de type 3, le premier, baptisé du nom du

défunt Moudjahid Amar Boumenkhour, à l'unité de voisinage (UV) n 18, et le second à l'UV n 2, baptisé du nom du Moudjahid défunt Mohamed Nouali. Il a également inauguré, dans la même circonscription administrative, le siège de l'unité de wilaya de la Poste. Le ministre a aussi inspecté, au cours de sa tournée, le projet de réalisation du Centre régional de courrier hybride, dans la commune de Constantine. Une structure dont le taux d'avancement a atteint 45% et qui devrait être réceptionnée au cours des 5 prochains mois, après la levée de toutes les réserves.

R E.

LA 3^e ÉDITION DU SIEERA S’OUVRE AUJOURD’HUI À ALGER

L'environnement et les EnR en débat

Le Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables (SIEERA) revient cette année, après une absence depuis 2019, suite à la crise de Covid-19, dans sa troisième édition prévue du 27 au 29 septembre en cours au Palais des expositions Pins Maritimes (Alger).

Par S.T.E.

Placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette nouvelle édition verra la participation de 150 entreprises nationales et étrangères, dont la Corée du Sud sera l'invitée d'honneur, a annoncé la directrice générale du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), Mme Malika Bouali. Organisé par le ministère de l'Environnement et des Energies Renouvelables et placé sous le haut patronage du président de la République, cet événement se veut « un espace d'interaction et d'échange d'idées et d'expériences dans tous les domaines ayant trait à l'environne-

ment et les énergies renouvelables au profit des experts algériens et étrangers, des représentants des filières industrielles, des académiciens et des hommes d'affaires à même d'aborder tous les aspects et perspectives des énergies renouvelables et de l'économie verte », a ajouté la responsable, en notant que cette édition sera placée sous le slogan « « les start-ups : locomotive du développement durable et de l'économie verte en Algérie ». D'ailleurs, 18 start-up prendront part à ce salon qui sera une opportunité de faire connaître les capacités de l'Algérie, d'autant plus que l'économie verte et les énergies renouvelables sont une option stratégique pour l'Algérie. La même responsable a révélé

l'existence d'une volonté de connecter les zones reculées à une énergie propre, à développer des projets verts, et de mettre à jour la loi sur le traitement des déchets. Le salon se veut « un espace d'interaction et d'échange d'idées et d'expériences dans tous les domaines ayant trait à l'environnement et les énergies renouvelables au profit des experts algériens et étrangers, des représentants des filières industrielles, des académiciens et des hommes d'affaires », ajoute la même source. La Corée du Sud sera l'invitée d'honneur de cette édition ce qui permettra de tirer profit de l'expérience de ce pays pionnier en la matière, a révélé le ministère, rappelant que l'Algérie avançait à pas

surs vers la transition écologique en adéquation avec les exigences de la période actuelle marquée par une demande de consommation croissante face à l'épuisement des ressources naturelles. L'évènement verra l'organisation de rencontres, de conférences et des ateliers en sus de la signature d'accords de partenariat, en marge du salon, visant à la préservation de l'environnement et la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables en vue de réaliser les objectifs de développement durable (ODD). En somme, ce salon sera une occasion pour débattre et d'une manière générale la situation de l'environnement, notamment le traitement des déchets et le développement des EnR.

TAXE ENVIRONNEMENTALE À BLIDA

Plus de 3 000 établissements industriels concernés

Plus de 3.000 établissements industriels de la wilaya de Blida sont concernés par le paiement de la taxe environnementale, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'Environnement. "Ces établissements industriels sont tenus de payer cette taxe environnementale pour non mise en place de mécanismes de protection du milieu contre la pollution par leurs rejets de déchets liquides, solides ou gazeux", a expliqué le Directeur du secteur, Ouahid Tchachi. Le recensement de ce type d'établissements

classés se poursuit en coordination avec les bureaux de santé et d'hygiène des services de la commune, a-t-il dit, soulignant que toutes les unités industrielles sont tenues de verser cette taxe pour éviter les sanctions administratives pouvant résulter de son non-paiement. "L'imposition de cette taxe vise à inciter les établissements industriels au renforcement de leurs unités de production par des systèmes de traitement des déchets, permettant d'éliminer ces derniers sans porter atteinte à l'environne-

ment", a-t-il précisé. Il a ajouté que le montant de cette taxe est déterminé en fonction de la nature et du niveau de pollution générée par chaque établissement industriel. Dans le même sillage, M. Tchachi a indiqué qu'il est prévu la création d'une plateforme numérique devant permettre aux promoteurs des établissements concernés d'avoir toutes les informations relatives au montant de la taxe, au dépôt d'un recours, et à diverses autres transactions, pour conférer de la transparence à cette opé-

ration. Selon le directeur de l'environnement, Blida a été sélectionnée comme wilaya modèle pour concrétiser ce projet de plateforme numérique, avec trois autres wilayas, Ghardaïa, Laghouat et Tiaret, dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ). Cette plateforme numérique qui entrera en phase expérimentale prochainement, constituera à sa mise en service, un réseau pour relier les différents secteurs concernés par la taxe

environnementale. A noter que de nombreuses sessions de formations axées sur le contrôle des d'établissements industriels et sur cette nouvelle plateforme numérique, ont été organisées par la direction de l'environnement de Blida, en coordination avec la GIZ, au profit des chefs de daïras, présidents des communes et des représentants des bureaux de santé et d'hygiène concernés par le suivi et le recensement des établissements classés.

PRODUCTION PISCICOLE

Impératif d'investir en aquaculture

Les participants à un colloque national sur "L'aquaculture en Algérie, opportunités d'investissement et défis", organisé lundi à l'université de Chlef, ont affirmé l'impératif d'investir dans la filière aquacole, au vu de son rôle dans la hausse de la production halieutique et sa contribution à la diversification et à la relance de nombreuses activités économiques. Les intervenants à cette rencontre à laquelle ont pris part des chercheurs, enseignants et professionnels du secteur aquacole de cinq wilayas du pays, ont mis en avant les capacités et ressources dont regorge le littoral national, au même titre que les facilitations assurées par le secteur, de nature à encourager et attirer les investisseurs en aquaculture. C'est notamment le cas de Rachid

Annan, chercheur et expert au Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, qui a estimé que la filière aquacole "enregistre une croissance rapide et assure de multiples opportunités d'investissement", requérant l'orientation des investissements vers ce secteur, notamment en matière des intrants du secteur de la pêche, dont les alevins, les aliments, les fermes d'engraissement, ainsi que les industries alimentaires et de transformation. "Outre son rôle dans le relèvement de la production piscicole, le secteur aquacole fait office de locomotive pour l'économie nationale, au regard du nombre d'activités en relation avec le secteur pouvant être générées grâce à des investissements locaux, comme c'est le cas pour la wilaya de Chlef, qui est

pionnière en la matière", a-t-il dit. Pour sa part, Mme Fatima Boudia, présidente du colloque, a souligné l'importance considérable" dévolue désormais à l'aquaculture en raison de "sa contribution à la consécration de la sécurité alimentaire et à l'économie nationale, à travers l'économie bleue, axée sur toutes les activités liées au secteur de la pêche". Elle a, en outre, assuré que la diversification de la filière aquacole, dont l'aquaculture marine, continentale et pisciculture intégrée à l'agriculture, est "tributaire de l'orientation de davantage d'investissements locaux vers cette activité, de manière à assurer une exploitation réelle des capacités et ressources du domaine". "La filière aquacole de Chlef contribue avec une part importante à la production nationale de

poisson", a souligné le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Hocine Melikeche, estimant que l'investissement dans les intrants du secteur est de nature à réduire le coût de production et les prix et à ouvrir de nouvelles perspectives. La rencontre a été marquée par la présentation de plusieurs expériences réussies dans le domaine de l'aquaculture marine et en eau douce, outre l'animation de communications en présentiel et par visioconférence. La manifestation sera couronnée par une série de recommandations qui seront soumises aux autorités compétentes en vue de promouvoir cette filière et d'attirer davantage d'investissements, et partant contribuer à la consécration de la sécurité alimentaire locale et à la diversification des exportations hors hydrocarbures, à l'avenir.

MALADIE HÉMORRAGIQUE ÉPIZOOTIQUE

Une pathologie non zoonotique

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé, lundi dans un communiqué, que la maladie hémorragique épizootique, dont l'apparition a été annoncée en septembre en France, était une pathologie non zoonotique, assurant que les viandes ainsi que le lait et ses dérivés étaient propres à la consommation. "Suite à des infos relayées sur les médias et les réseaux sociaux au sujet de la maladie hémorragique épizootique, apparue pour la première fois en France en septembre 2023, et annoncée par les autorités vétérinaires françaises le jeudi, 21 septembre 2023, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural informe l'opinion publique que cette pathologie animale est non zoonotique (c'est-à-dire non transmissible à l'homme), mais transmissible d'un animal à un autre via des insectes de la famille des culicoides", précise la même source. A ce propos, "les services vétérinaires rassurent que la consommation de viandes, de lait et ses dérivés ne représente aucun danger sur la santé du citoyen", précise-t-on dans le communiqué. Les services vétérinaires nationaux "veillent strictement et régulièrement, à travers l'ensemble des instituts de recherche et des laboratoires sous tutelle, à l'intégrité des citoyens, via le réseau de surveillance de la santé animale réparti sur le territoire national (passages, ports et aéroports)", explique le ministère. Les mêmes services "tiennent à garantir la qualité et la sécurité de tous les produits d'origine animale, conformément aux lois en vigueur", tout en prenant "les mesures sanitaires préventives nécessaires pour empêcher l'entrée de cette maladie dans le pays". Dans cette optique, le ministère affirme que "toute autorisation liée à ce segment d'activité ne peut être délivrée que par l'Autorité vétérinaire nationale, seul organisme habilité à prendre des décisions en la matière", conclut le communiqué.

BATNA

Inauguration d'un nouveau sentier au parc national de Belezma

Une randonnée pédestre organisée à l'initiative du Parc national de Belezma (Batna), pour les amoureux de la nature, a inauguré dimanche soir un nouveau sentier de 14,1 km entre le lieu-dit "Theniet El Gountos" et le village de "Tadakht" en passant par le chalet de Tichaou, dans la commune de Hidoussa. Les participants à la randonnée, dont un groupe d'étrangers résidant en Algérie parmi lesquels des français, des tchadiens et des maliens, des étudiants pour la plupart, étaient visiblement aussi heureux de cette sortie au cœur de la nature qu'émervillés par la beauté du site verdoyant. Le chemin, qui traverse une partie du parc national, dans cette commune montagneuse et touristique par excellence, permet de découvrir des paysages à couper le souffle, dominé par les éternels et majestueux cèdres de l'Atlas qui s'étendent à perte de vue, en parfaite harmonie avec le décor naturel, donnant à admirer un tableau féérique que le pinceau du meilleur des peintres aura du mal à reproduire. Le directeur du parc de Belezma, Mohamed-Lamine Dehimi, a indiqué que la réserve naturelle, était fermée aux visiteurs dans un souci de protection du site et de préservation des espèces végétales et animales qui y foisonnent. Il a ajouté que le nouveau sentier, qui s'ajoute aux 14 déjà matérialisés dans les trois secteurs du parc, ne pourra être emprunté que par les visiteurs accompagnés d'agents touristiques et de cadres de la direction de la réserve, après approbation de cette dernière et de la direction du tourisme et de l'artisanat. La randonnée, organisée en célébration de la Journée internationale du tourisme (le 27 septembre de chaque année), s'inscrit dans le cadre de l'encouragement et de la promotion du "tourisme de montagne encadré", dans le parc naturel de Belezma qui s'étend sur 26.250 hectares à travers les communes de Batna, de Fesdis, de Djerma, de Seriana, d'Oued El Ma, de Merouana et Hidoussa.

CONSTANTINE

Le taux de raccordement au réseau de fibre optique FTTH a atteint plus de 34%

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a déclaré, lundi à Constantine, que le taux de raccordement au réseau FTTH (Fiber to the home, ou fibre optique jusqu'au domicile) a atteint, dans la wilaya de Constantine, plus de 34 % des abonnés au service de l'internet.

Le ministre a souligné, dans une déclaration aux médias, en marge d'une visite d'inspection dans cette wilaya, que plus d'un tiers des foyers de cette wilaya bénéficie de la technologie FTTH via un téléphone fixe, notant que des instructions ont été données pour "accélérer" le rythme de raccordement à la fibre dans la wilaya. "L'Algérie a accompli des pas de géant en matière de connexion à l'internet fixe sur l'ensemble du territoire national", a indiqué M. Bibi Triki, ajoutant que le nombre de foyers dotés de cette techno-



logie est passé de 3,5 millions en 2020 à 5,3 millions en 2023, grâce à "des projets et à des efforts qui se sont intensifiés pour moderniser le secteur et fournir un service public qui réponde aux attentes des ci-

toyens". Au cours de sa visite d'inspection des projets de son secteur dans la wilaya de Constantine, le ministre a supervisé, à la circonscription administrative Ali Mendjeli, une opération de raccorde-

ment de 7.000 foyers au réseau de fibre optique, ainsi que la mise en service d'une antenne-relais de l'opérateur public Mobilis dans l'extension ouest de cette nouvelle ville.

Il a aussi supervisé le raccordement au réseau FTTH de 5.000 autres foyers à travers les cités du 20-Août, Boudjenana et 5-Juillet, dans la commune de Constantine.

M. Karim Bibi Triki avait auparavant inspecté une opération de remplacement de l'ancien réseau internet en cuivre par la fibre optique, dans différentes cités de la ville où la couverture internet est de l'ordre de 80 %.

ORAN

Lancement d'un club regroupant les acteurs économiques de la région Ouest

Un club économique, qui regroupe les acteurs économiques de l'Oranie, vient d'être lancé, dans l'objectif de rassembler, d'unir et de soutenir les entreprises locales pour renforcer la croissance économique, a-t-on appris lundi auprès de son président, Amine Mered. Baptisé "Club économique de l'ouest" (CEO), regroupant 25 membres fondateurs de différentes wilayas de l'Ouest, il a obtenu son agrément fin août dernier, a précisé M. Mered. Ce club est né d'une volonté

commune de leaders de l'industrie, d'entrepreneurs et de professionnels de la région ouest de l'Algérie, de contribuer au renforcement de l'économie de cette région, a-t-on souligné dans un communiqué annonçant sa création. Cette association représente une variété de secteurs économiques, notamment l'industrie, le commerce, la santé, les services et l'agriculture, a-t-on encore précisé. Le CEO compte participer à la croissance économique locale, en offrant des opportunités de réseautage et de

partenariat, a-t-on souligné, notant qu'il s'agit notamment de renforcer la formation et le développement des compétences, de représenter les intérêts des entreprises, en tant que porte-parole auprès des autorités locales, régionales et nationales. L'évaluation de l'environnement économique dans lequel les entreprises activent et le travail pour le rendre plus accessible, ainsi que la promotion de l'innovation et la durabilité de ses membres, figurent également parmi les missions de ce nouveau club.

BATNA

Relance des travaux de doublement de la route reliant les RN n 3 et 88

Les travaux de doublement de l'axe reliant, sur 56 km, les routes nationales (RN) n 3 et 88, dans la wilaya de Batna, ont été relancés jeudi après-midi sous la supervision du wali, Mohamed Benmalek. Le chef de l'exécutif local a déclaré que les travaux de doublement de cette route "importante" reliant les wilayas de Batna et de Khenchela, et faisant la jonction entre Batna et l'autoroute Est-ouest, ont connu des "perturbations", voire des arrêts dans certains tronçons, en raison de plusieurs obstacles techniques, d'oppositions et de

nonchalance de certaines entreprises "dont deux ont vu leurs marchés résiliés avant leur remplacement dans les prochaines semaines". M. Benmalek a souligné, à cette occasion, la nécessité de renforcer les chantiers et de rattraper les délais de livraison de ce projet, notamment son segment traversant, sur un linéaire de 18 km, les communes d'Ouled Fadhel, de Chemora, de Boulhilat, de Boumia, d'Ain Yagout et de Djerma, dans la wilaya de Batna, ainsi que plusieurs autres communes de la wilaya voisine de Khenchela. Le même responsable a in-

sisté sur l'importance de cette route pour les deux wilayas en question qui seront ainsi reliées à l'autoroute Est-ouest via des points d'accès situés dans les wilayas d'Oum El Bouaghi et de Mila. Les travaux de réalisation de ce projet de doublement, subdivisé en huit parties ayant fait l'objet d'autant de marchés, ont débuté en mai 2022 avec un délai initial de 20 mois, dans le cadre d'une autorisation-programme (AP) de 8,27 milliards de DA, selon les explications fournies sur place. Le wali a également inspecté la reprise des travaux sur la

conduite de transfert des eaux du barrage de Beni-Haroun (Mila) vers le barrage de Koudiat-Medouar, près de Timgad (Batna) à partir de la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi). Des travaux confiés à l'entreprise publique Cosider avec un délai de 5 mois pour le premier canal d'urgence, financés à hauteur de 1,1 milliard de dinars, et où le taux d'avancement a atteint 25 %. Le projet permettra, à terme, de mettre fin au déficit en eau potable, à Batna, et d'agrandir les périmètres irrigués des plaines de Chemora et de Boulhilat.

Le grand réveil de la production automobile en Russie

1^{ère} partie

J'avais publié, fin décembre 2022, une note sur la restructuration de l'industrie automobile russe face aux sanctions et au retrait (volontaire ou contraint) des grands constructeurs européens et américains.

par Jacques Sapir

Huit mois après la publication de cette note, l'industrie automobile russe semble en pleine expansion, et en particulier le secteur des véhicules utilitaires et des camions lourds, qui avait néanmoins été moins touché par les sanctions. Cependant, des problèmes subsistent, et en particulier la montée d'une concurrence chinoise importante. L'arrivée massive sur le marché russe des constructeurs chinois était inévitable. Elle a été bénéfique à court terme, permettant au marché automobile et à celui des véhicules utilitaires de ne pas être trop déséquilibré. Mais, alors que l'industrie russe repart, cette présence des constructeurs chinois pourrait, à terme, être un facteur de limitation de la production, sauf si des mesures adéquates sont prises dans les années qui viennent.

Un marché en pleine expansion

Du fait de la forte croissance que connaît l'économie russe, mais aussi des besoins logistiques des forces armées qui, visiblement, ne souhaitent pas rester trop dépendantes du transport ferroviaire, la construction de camion explose depuis le début de l'année. Les ventes de camions, mais aussi des autres véhicules utilitaires, connaissent une forte croissance en Russie. Cependant, le développement de la production de ces machines reste freiné par des manques de compétences des producteurs russes dans la création de ces produits techniquement complexes. Une autre raison de la limite à l'expansion de la production est constituée par la pression croissante des concurrents chinois qui s'avèrent redoutablement compétitifs. Selon Alexeï Gramatchikov, les fabricants russes ont cependant tenté de dominer le salon COMTRANS-2023 qui s'est tenu des 5 au 8 septembre à Moscou. Ce salon a été marqué par 141 exposants et un nombre important de visiteurs professionnels.

« Dans toute l'histoire post-soviétique, il n'y a jamais eu une telle augmentation de la demande de camions moyens et lourds en Russie ! Ainsi parle Pavel Yakovlev, directeur général de l'AZ URAL, qui peut à peine contenir ses émotions. Lors d'une conférence de presse officielle sur son stand au salon Comtrans-2023, il donne des chiffres : l'année dernière, les ventes de l'usine automobile de l'Oural se sont élevées à 9900 camions avec une augmentation de 14 %. Mais en 2023, elles connaîtront une croissance sans précédent de 60 %, pour atteindre 15 900 véhicules, et en 2024, selon les prévisions de Yakovlev, de 22 % supplémentaires, pour atteindre 19 400 véhicules ».

Ce résultat est à l'image de ce que l'on peut voir sur les voitures pour les particuliers. Au mois d'août 2023, le marché au-



tomobile de la Russie, avec plus de 100 000 ventes dans le mois, chiffre excédant celui de 2021, est devenu le 3^{ème} marché européen, se situant juste derrière les marchés allemands et français, mais devant les marchés britanniques et italiens. Pour les huit premiers mois de l'année, les ventes ont atteint 763 000 véhicules, un chiffre supérieur de 61 % à celui des huit premiers mois de l'année 2022. Les constructeurs chinois s'installent donc sur le marché des camions lourds et moyens. La présence des constructeurs chinois sur le marché des équipements spéciaux est encore plus significative. Selon la société Gazprombank Leasing, 70 % du marché des équipements de construction routière (DST) est désormais détenu par des marques chinoises. Dans le même temps, le marché du DST en Russie, comme celui des camions, connaîtra une croissance très significative cette année, sans doute de l'ordre de 75 %, pour atteindre 87 000 unités (l'année dernière, le chiffre était de 49 600 unités). Sur les 34 900 véhicules vendus au premier semestre, 70 % provenaient de marques chinoises telles que XCMG, Sany, LGCE, LiuGong, Zoomlion, Lonking, Shantui. Les usines nationales ont vendu 2600 unités (contre 2500 un an plus tôt).

La substitution aux importations

La réaction des constructeurs russes ne s'est pas faite attendre. Elle porte essentiellement sur un élargissement de la gamme des véhicules offerts et sur le développement de technologies nouvelles, ainsi qu'il fut démontré lors du salon COMTRANS-2023.

Le principal constructeur russe de camions KamAZ a en effet présenté sur son stand plus de 30 véhicules, démontrant les ambitions de développement de l'entreprise dans différents segments de marché et sa volonté d'élargir sa gamme tout en

consolidant ses acquis. Pour commencer, l'entreprise de Naberezhnye Chelny entend renforcer sa position dans un segment relativement nouveau pour elle : les camions semi-remorques destinés au transport longue distance. En 2017, lors du même salon COMTRANS, la firme KamAZ avait présenté pour la première fois son tracteur longue distance 54901, qui avait été bien accueilli par le marché et qui a été mis en production en 2019. Ce produit a ensuite été développé en étroite coopération avec des sociétés étrangères, principalement avec l'ancien actionnaire de la société, l'allemand Daimler. Après le départ du partenaire allemand, la question du remplacement des importations de composants pour ce modèle est devenue aiguë et, lors du salon, COMTRANS-2023, KamAZ a annoncé qu'elle s'était confrontée à ce problème et avait trouvé des solutions de remplacement. Selon le communiqué officiel, la conception du modèle 54901 «...ne dépend plus de l'approvisionnement en composants en provenance de pays hostiles; de plus, ses caractéristiques de consommation ont été améliorées ; Les ingénieurs de l'entreprise ont dû réapprendre plus de deux mille postes. En particulier, les fournisseurs et fabricants de transmission automatique, d'essieu moteur, de système de carburant et d'autres composants du modèle ont été remplacés. La douceur de roulement a été améliorée, la consommation de carburant a été réduite et le niveau d'isolation phonique de l'habitacle a été augmenté ». Outre le tracteur longue distance, la dernière génération de camions-bennes, destinés aux chantiers et aux travaux publics, a également été présentée avec en particulier le KamAZ-6595 (6x4) et le KamAZ-65951 (8x4). Ce sont des camions avec des volumes de 20 et 25 mètres cubes. Ils ont reçu un châssis et des essieux moteurs renforcés et sont désormais conçus pour une charge par essieu de 16 tonnes. Ces

machines étaient moins dépendantes des composants étrangers et l'usine continue de les améliorer elle-même. La volonté de KamAZ d'être un acteur important non seulement dans le segment des poids lourds, mais également dans les modèles plus légers, se manifeste particulièrement clairement dans l'élargissement de la gamme de véhicules utilitaires Compass. L'entreprise a commencé à produire ces voitures l'année dernière et aujourd'hui elle multiplie les efforts pour les promouvoir et renforcer la gamme. Les véhicules Compass ont adopté le châssis, la cabine, le moteur et d'autres composants clés de véhicules déjà produits par KamAZ. Cette dernière renationalise progressivement la conception de ces machines, mais, selon les observateurs, ce processus pourrait être plus actif. Enfin, KamAZ a déployé sur son stand un bus urbain Vega, un bus électrique avec recharge de nuit, le KamAZ-6282 ONC, de nouveaux camions céréaliers, des bétonnières, des équipements de balayage (produits conjointement avec des partenaires). Et c'est la version sans pilote du tracteur de semi-remorques Mayak, dont les essais battent leur plein sur l'autoroute M-11 Neva, qui a naturellement le plus attiré l'attention sur le stand. AZ-Ural a également tenté de souligner lors de l'exposition qu'elle ne dépend plus de composants importés. Sur son stand, il a notamment présenté des essieux pour poids lourds de sa propre production, conçus pour être utilisés sur des véhicules d'un poids brut allant jusqu'à 35 tonnes. Parmi les nouveaux modèles Ural, ont également été présentés des camions pour chantiers et travaux publics comme le camion-benne Ural S34520, le camion plateau Ural-80, le camion-benne Ural S3555V0 avec un nouveau moteur à gaz russe.

A suivre

CONFÉRENCE DE L'AIEA

L'Arabie saoudite réaffirme s'engager en faveur de l'énergie nucléaire

L'Arabie saoudite va inscrire son programme d'énergie nucléaire dans un cadre international de garanties global, conformément aux principes de transparence, de fiabilité et de sécurité du Royaume. Le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane, a fait cette annonce lors de la 67e conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se tient en Autriche. Il s'est dit convaincu de la contribution positive de cette source d'énergie à la sécurité énergétique, ainsi que de ses avantages sociaux et économiques. Il a affirmé que le Royaume s'employait activement à développer les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans divers domaines, en étroite coopération avec l'AIEA, en adhérant aux meilleures pratiques et expériences internationales. Le projet national d'énergie atomique de l'Arabie saoudite, qui comprend la construction de la première centrale nucléaire du pays, en fait partie. «Le Royaume a récemment pris la décision d'annuler son protocole relatif aux petites quantités de matières et de passer à la mise en œuvre d'un accord de garanties généralisées à part entière», a déclaré le ministre. Il a révélé que l'Arabie saoudite avait l'intention de mettre en place un centre de coopération régionale en partenariat avec l'AIEA afin d'améliorer sa préparation aux situations d'urgence nucléaire. Dans son discours, le prince Abdelaziz a assuré que le centre s'efforcera d'améliorer les capacités humaines en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence radiologique, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA). Le centre traitera également des aspects réglementaires aux niveaux national, régional et international. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement du Royaume en faveur des efforts déployés au niveau mondial pour faire respecter le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le prince Abdelaziz a souligné l'importance de la lutte contre la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, qui passe par la mise en œuvre intégrale d'une résolution visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région. En outre, le ministre de l'Énergie a annoncé le soutien de l'Arabie saoudite à l'initiative «Rayons d'espoir» de l'AIEA, contribuant à hauteur de 2,5 millions de dollars (1 dollar = 0,94 euro). Cette initiative vise à utiliser les technologies nucléaires pour lutter contre le cancer et sauver des vies. Par ailleurs, le prince Abdelaziz a félicité l'AIEA et ses États membres pour l'inauguration prochaine du centre de formation à la sécurité nucléaire à Seibersdorf, prévue pour le mois d'octobre.

TUNISIE

L'UE annonce le décaissement de 135 millions \$ dans le cadre d'un accord migratoire

L'accord migratoire signé entre Tunis et Bruxelles prévoit notamment un meilleur contrôle des migrants qui tentent de rallier l'Europe à partir des côtes tunisiennes, la réadmission des sans-papiers et le renforcement des contrôles aux frontières.

La Commission européenne a annoncé, vendredi 22 septembre, qu'elle allait décaisser « dans les prochains jours » 127 millions d'euros (135 millions de dollars) en faveur de la Tunisie, dans le cadre de l'accord relatif à la gestion des flux migratoires, conclu avec ce pays d'Afrique du Nord en juillet dernier. Cette enveloppe est divisée en deux volets : 60 millions d'euros pour l'aide budgétaire directe et près de 67 millions d'euros pour financer la lutte contre les réseaux de passeurs, le renforcement de la gestion des frontières et l'accélération du retour des demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée. Les 67 millions d'euros seront essentiellement répartis entre les garde-côtes et la marine tunisienne, qui recevront des navires de recherche et de sauvetage, des caméras thermiques, des radars et d'autres équipements de surveillance. Les organisations humanitaires, telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Agence des Nations

unies pour les réfugiés (HCR) percevront aussi une partie de ces fonds. L'Union européenne (UE) et la Tunisie avaient signé, dimanche 16 juillet à Tunis, un accord pour un « partenariat stratégique complet » portant sur la lutte contre l'immigration irrégulière en contrepartie d'un soutien financier de plus de 1,2 milliard d'euros sur plusieurs années à ce pays d'Afrique du Nord, en proie à de graves difficultés financières. Alors que la Tunisie est un point de départ pour des dizaines de milliers de migrants clandestins locaux et originaires d'Afrique subsaharienne vers l'Europe, l'accord prévoit notamment un meilleur contrôle des migrants qui tentent de rallier l'Europe à bord d'embarcations de fortune, ainsi qu'une réadmission des Tunisiens sans papiers et le renforcement des contrôles aux frontières. En contrepartie des efforts qui seraient déployés par la Tunisie pour réduire les flux des migrants vers l'Europe, l'UE s'engage à fournir à ce pays d'Afrique du Nord une aide de 105 millions d'euros pour lutter contre l'immigration irrégulière et une

aide budgétaire de 150 millions d'euros en 2023. Une « assistance macro-financière de 900 millions d'euros » devrait également être fournie à Tunis sous forme de prêts durant les prochaines années « dès que les conditions seront remplies ». Cette assistance est cependant soumise à un accord définitif entre la Tunisie et le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme d'aide d'environ 2 milliards de dollars. Par ailleurs, l'UE devrait fournir une aide de 65 millions d'euros pour 80 écoles tunisiennes et étendre le programme européen d'échange d'étudiants et d'enseignants à la Tunisie. Le soutien financier promis par Bruxelles intervient alors que la Tunisie croule sous le poids d'une dette qui représente 80% de son PIB et peine à mobiliser des ressources budgétaires, ce qui provoque des pénuries récurrentes de plusieurs produits de première nécessité comme le sucre, le café, les pâtes alimentaires et l'huile de table.

SOUDAN

L'avenir incertain de la récolte de dattes

Hozaiifa Youssef devait poursuivre ses études en Inde mais la guerre au Soudan en a décidé autrement: à la place il récolte des dattes dans sa région d'origine. Ses employeurs, eux, craignent de ne pas pouvoir écouler leur production. A Karima, ville du nord au bord du Nil, à 350 kilomètres de Khartoum, se dressent des milliers de longs palmiers-dattiers plantés à intervalles réguliers dans des parcelles jalonnées de réservoirs d'eau. Là, septembre marque le début de la récolte. C'était le cas dans les palmeraies du nord du Soudan, mais pas dans les autres régions. Dans le sud, à Gedaref, connu pour être le grenier à céréales du Soudan, les terres sont restées en jachère cette année. Si Al-Fateh al-Badawi a pu récolter ses dattes à Karima, il n'est pas sûr de pouvoir les écouler car "les acheteurs sont frileux", observe l'agriculteur. Au-dessus de lui, sous un grand ciel bleu, pieds nus et muni d'une simple corde, un homme grimpe le stipe d'un palmier pour couper les régimes de dattes. Au sol, à l'om-

bre des rameaux, sur de grands draps blancs, hommes et adolescents battent les régimes de dattes avant de récupérer les derniers fruits à la main. Parmi eux, Hozaiifa Youssef, radiologiste de 26 ans qui travaillait à Khartoum avant de rejoindre sa famille dans le nord pour aider à la récolte et échapper aux affres de la guerre qui a éclaté le 15 avril. "Je devais partir en Inde pour mon master, mais avec la guerre, j'ai dû changer mes plans", raconte-t-il à l'AFP depuis une palmeraie de sa région natale. La guerre sanglante opposant l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane aux paramilitaires dirigés par son ancien adjoint devenu rival, le général Mohammed Hamdane Daglo, a plongé ce pays d'Afrique de l'Est dans le chaos. Les combats ont fait au moins 7.500 morts, selon un bilan de l'ONG Acled, et plus de cinq millions de déplacés et de réfugiés, d'après l'ONU. La guerre est aussi responsable de ce que les experts appellent la "déindustrialisation" du pays, et de la dévastation de son secteur agricole, qui repré-

sente près de 40% du PIB et 80% des emplois, selon l'ONU. Au Soudan, la datte figure parmi les aliments quotidiens, comme dans de nombreux pays arabes, et elle est vitale pour l'économie du pays. Septième producteur mondial de dattes, le Soudan en produit plus de 460.000 tonnes par an, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Et dans tout le pays, les petits fermiers n'ont plus accès aux financements, les acheteurs n'arrivent plus à écouler les stocks sur les marchés et les poids lourds de l'industrie agricole ont jeté l'éponge. En mai, le groupe agricole Hagggar, premier employeur du Soudan, a annoncé la suspension de ses activités et investissements dans le pays. Ceux qui continuent à travailler, font face à des défis de taille. Avant la guerre, l'essentiel du commerce avait lieu à Khartoum. Mais la guerre a détruit une économie déjà à genoux. Les frappes aériennes incessantes, tirs d'artillerie et combats de rue ont détruit la capitale, poumon économique du pays.

"En raison de la proximité et de l'importance de la demande à Khartoum, c'est là qu'on écoulait la majeure partie de nos récoltes les années précédentes, mais avec la guerre ce n'est plus possible", s'inquiète M. Badawi, vêtu d'une djellaba blanche et d'une calotte assortie. "On essaye de trouver des marchés de substitution", dit-il. Un autre agriculteur, Al-Jerah Ahmed, estime lui que l'aide de l'Etat soudanais est nécessaire pour "une production de qualité". L'homme de 45 ans aimerait que les autorités "investissent dans l'usine de conservation de dattes de Karima". Mais l'Etat, qui n'a pas payé les salaires des fonctionnaires depuis cinq mois, peine déjà à assurer la sécurité alimentaire des 48 millions d'habitants depuis que le Soudan a perdu ses deux principaux pourvoyeurs en blé en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Et dans un pays qui était déjà parmi les plus pauvres du monde avant la guerre entre l'armée et les paramilitaires, près de six millions d'habitants sont désormais "au bord de la famine", alerte l'ONU.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les efforts d'électrification sont plombés par la faiblesse des réseaux de transport

Le rapport souligne que le faible taux d'électrification dans la région ne découle pas essentiellement d'un déficit de production, mais plutôt des défaillances des réseaux de transport et de distribution liées au manque d'investissements dans de nouveaux projets et au mauvais entretien des infrastructures existantes.

Les multiples défaillances des réseaux de transport et de distribution d'électricité en Afrique de l'Ouest contrarient les efforts déployés par les Etats pour augmenter le taux d'électrification dans la région, selon un rapport publié le 26 septembre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « En Afrique de l'Ouest, la faiblesse du réseau de transport plombe la production électrique », le rapport rappelle que l'Afrique de l'Ouest affiche un taux d'électrification d'un peu plus de 52%, soit l'un des taux les plus faibles du monde. Elle est également l'une des régions les plus affectées par les délestages électriques à l'échelle planétaire. Les coupures de courant électrique peuvent y atteindre 80 heures par mois, affectant les performances des entreprises et l'ensemble de l'activité économique. La région a aussi l'un des prix d'achat de l'électricité les plus élevés du monde. La Banque mondiale indiquait en 2018, que le kilowattheure y coûte en moyenne 0,25 dollar, soit deux fois plus cher que le coût moyen d'achat d'électricité dans le monde. Les efforts déployés par les Etats pour favoriser un accès faible et abordable à l'électricité pour l'ensemble des populations se heurtent cependant aux défaillances générales du système de transport et de distribution. Même les pays de la région qui arrivent à produire davantage d'électricité ne peuvent pas la distribuer de manière adéquate, faute de réseaux capables d'absorber la charge supplémentaire. Au Nigeria par exemple, la capacité électrique installée est de 13000 MW, un niveau qui dépasse la capacité installée combinée de tous les autres pays de la région. Pourtant, la capacité électrique effective disponible sur le réseau nigérian n'est que de 5500 MW, ce qui représente un niveau largement inférieur à la demande. Ce décalage trouve son origine dans les contraintes liées aux faibles capacités de transmission et de distribution et à l'état

désuet des infrastructures. Actuellement, 43 % de la population nigériane, soit environ 85 millions de personnes, n'a pas accès à l'électricité, ce qui pousse les particuliers et les entreprises à se tourner vers les générateurs électriques qui produisent au total huit fois la capacité de l'ensemble du réseau électrique du pays.

Manque d'investissements

Concrètement, le manque de fiabilité du réseau électrique se traduit par des dépenses annuelles de 29 milliards de dollars pour les entreprises nigérianes, soit plus de 5 % du PIB du pays. Le même problème se pose au Ghana, où la surcapacité de production d'électricité combinée à l'insuffisance des réseaux de distribution engendre une perte annuelle estimée à plus de 1,2 milliard de dollars, soit environ 2 % du PIB. Le rapport élaboré par notre confrère Olivier de Souza souligne que la faiblesse des réseaux de transport et de distribution d'électricité en Afrique de l'Ouest s'explique essentiellement par le manque d'investissement dans ce segment du marché. En Afrique subsaharienne, les investissements privés orientés vers des projets de transport d'électricité au cours de la période 2010-2020 se sont limités à 0,3% du total des investissements dans les infrastructures électriques dans la région. Le manque d'investissement est encore plus criant en Afrique de l'Ouest, où les investissements privés dans le transport de l'électricité sont quasi-inexistants. Les investissements publics dans ce domaine demeurent aussi faibles, en raison notamment des capacités financières limitées des Etats. La Banque mondiale estime d'ailleurs que 345 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2040 uniquement pour couvrir les besoins en transport et en distribution d'électricité en Afrique subsaharienne. L'Afrique de l'Ouest devrait compter pour plus de 30 % de ces besoins en financements. L'autre cause majeure de la défaillance des

réseaux de transport et de distribution d'électricité en Afrique de l'Ouest réside dans le mauvais entretien des infrastructures. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, dont les ressources financières limitées des compagnies d'électricité, la gestion inefficace, les priorités concurrentes en matière de développement et les conditions climatiques (tempêtes, vents forts, pluies torrentielles, etc.).

La solution WAPP

Le rapport indique toutefois que les pays de la région ont mis en place en 1999, le Système d'échange d'énergie électrique ouest africain (WAPP/ West African Power Pool) pour tenter de résoudre les difficultés rencontrées dans la connexion de leurs populations aux réseaux de distribution électrique. L'objectif de ce système est d'interconnecter les réseaux électriques des 14 pays membres de la CEDEAO, sauf le Cap-Vert, et de gérer le marché unifié régional ainsi créé. L'interconnexion repose sur une infrastructure complexe comprenant des lignes de transmission à haute tension, des postes de transformation et des centres de coordination régionaux. Ces éléments fonctionnent en synergie pour permettre le transport de l'électricité sur de longues distances, assurer l'équilibre entre l'offre et la demande, et faciliter le commerce transfrontalier de l'électricité. Malgré ses nombreux succès, le WAPP fait face à des défis importants qui incluent la nécessité de renforcer les infrastructures de transmission et de distribution, d'améliorer la coordination entre les pays membres, de résoudre les problèmes de réglementation et de gouvernance, et de mobiliser les investissements nécessaires pour développer et entretenir le réseau. Et c'est pour cette raison d'ailleurs que le rapport recommande à l'ensemble des Etats de la région d'adopter des stratégies nationales d'amélioration des infrastructures de transport et de distribution d'électricité pour donner un nouveau coup de pouce au processus d'intégration énergétique régionale.

TANZANIE

La National Microfinance Bank lance un programme d'émission d'obligations vertes de 400 millions \$

La banque commerciale tanzanienne souligne que les fonds qui seront levés dans le cadre du programme serviront exclusivement à « financer des projets environnementaux et sociaux ». La banque tanzanienne National Microfinance Bank (NMB Bank) a annoncé, dans un communiqué publié ce lundi 25 septembre, le lancement d'un programme d'émission d'obliga-

tions vertes multidevises d'un montant global de 1 000 milliards de shillings tanzaniens (400 millions de dollars). Première banque tanzanienne en termes de portefeuille clients et de réseau d'agences, NMB a précisé qu'elle vise à lever 75 milliards de shillings dans le cadre de la première tranche de ce programme, avec la possibilité de lever 25 milliards supplémentaires si la demande est

suffisante. Cette tranche, qui aura une échéance de trois ans et un rendement de 9,5%, devrait également permettre à la banque de lever 10 millions de dollars auprès d'investisseurs privés offshore, avec la possibilité de lever 5 millions de dollars supplémentaires si le carnet de commandes le permet. La NMB a également indiqué que les fonds levés seront exclusivement utilisés pour « finan-

cer des projets environnementaux et sociaux », sans plus de précision. Les obligations vertes ou « green bonds » sont un petit segment du marché de la dette destiné à financer les projets environnementaux, les énergies propres, les transports en commun et d'autres projets sobres en carbone, susceptibles de contribuer à l'adaptation au changement climatique.

ÉNERGIE SOLAIRE

Le Cameroun compte augmenter sa capacité de production de 30,6 à 250 MW d'ici 2030

Avec désormais une capacité installée de 30,6 MW (plus de 36 MWc), le Cameroun rejoint l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, la Namibie, la Tunisie et l'Ouganda dans le club des producteurs africains d'énergie solaire pour la consommation de masse. Et le pays ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, a affirmé le ministre de l'Eau et de l'Énergie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, le 22 septembre dernier à Maroua, lors de l'inauguration des centrales solaires de Guider (15 MW) et de Maroua (15 MW) qui ont injecté leurs premiers kWh dans le réseau en février 2022. Il est précisément question de porter la capacité de production de l'énergie solaire du Cameroun à 250 MW à l'horizon 2030, a confié le directeur général d'Eneo, Amine Homan Ludiye. Selon le Minee, la maturation des projets de centrales solaires sur d'autres sites, déjà identifiés à Garoua, Ngaoundéré, Kousseri et Lagdo, est déjà à un « stade avancé ». Pour l'instant, on n'en sait pas plus. Pour sa part, Eneo annonce qu'« un programme d'hybridation de sept nouvelles centrales isolées (c'est-à-dire dédiées à une localité précise, NDLR) est sur le point d'être lancé ». Débutée en 2018, l'hybridation des centrales thermiques isolées a déjà permis la construction de trois mini-centrales solaires à Djoum (0,390 MW), Lomié (0,125 MW) et Garoua-Boulai (0,110 MW). En plus, selon l'opérateur historique du secteur, deux nouveaux projets à « sont en cours de développement à Guider (15 MW) et à Maroua (10 MW) pour une mise en service dès le début 2025 ». « On vise la mise en service des parcs jumeaux à ceux de Guider et Maroua en début 2025. D'ici quelques mois, on souhaite finaliser toute la documentation, les problématiques de contrats, de financement... pour pouvoir démarrer début 2024 et avoir finalisé complètement début 2025 », a confié Amine Homan Ludiye, lors d'une visite à la centrale solaire de Guider le 21 septembre dernier. Selon l'ingénieur marocain, ce second projet se fera sur le même schéma que le premier. Il s'agira donc de centrales solaires modulables. Eneo devrait construire les plateformes et les lignes d'évacuation et le producteur indépendant, installer les plaques solaires et les batteries de stockage. Mais, on ignore, pour l'instant, si Eneo travaillera toujours avec Release, la filiale du groupe norvégien Scatec Solar dédiée aux solutions d'énergie solaire modulable, comme sur les premiers parcs.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales dans le rouge, les taux obligataires atteignent de nouveaux plus hauts

Les marchés mondiaux restent mal orientés mardi, le niveau élevé des taux d'intérêt pèse sur le moral des investisseurs, tout comme les risques macroéconomiques en Chine et aux États-Unis. En Europe, Paris reculait de 1,03%, Francfort de 0,74%, Milan de 0,93% vers 07h25 GMT.

Londres résistait un peu mieux (-0,12%). La Bourse de Tokyo aussi a fléchi de 1,11%, inquiète de la poussée des taux obligataires. À Shanghai (-0,43%) et Hong Kong (-1,53% dans les derniers échanges), la crise immobilière chinoise a aussi pesé. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des États sont poussés à des plus hauts depuis plusieurs années par la perspective que les banques centrales maintiennent leurs taux d'intérêt à un niveau plus élevé et pour longtemps. Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans a atteint un nouveau plus haut depuis 2007 à 4,56% et celui de l'échéance à 30 ans est monté jusqu'à 4,68%, un record depuis 2011. En Europe, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'État allemand à dix ans a touché les 2,82%, au plus haut depuis 2011 aussi. Le risque que les pressions inflationnistes recommencent avec la hausse des prix du pétrole, cumulé aux données économiques moroses publiées la semaine passée et à des taux d'intérêt élevés, préoc-

cupe les investisseurs qui ont préféré se délester d'une partie de leurs actions ces derniers jours. «Les inquiétudes concernant la stabilité économique de la Chine ont refait surface avec l'aggravation de la crise financière au sein du groupe Evergrande», souligne Stephen Innes, associé du gestionnaire d'actifs SPI AM.

Menace de paralysie

Le promoteur immobilier chinois ultra-endetté Evergrande (-5,81% dans les derniers échanges de Hong Kong) a fait part lundi d'un blocage dans son plan de restructuration destiné à garantir sa survie et a indiqué qu'une de ses entités n'a pas remboursé une échéance de dette de 4 milliards de yuans (547 millions de dollars), rapporte l'agence d'informations financières Bloomberg. Les États-Unis font de nouveau face à la menace d'une paralysie de son administration à cause d'un blocage politique, quatre mois après avoir frôlé le défaut de paiement. L'ab-

sence d'un accord sur le budget fédéral américain pour 2024 entre républicains et démocrates pourrait avoir «un effet négatif sur la dette souveraine» du pays, a alerté lundi l'agence de notation Moody's, qui pointe une éventuelle «faiblesse de la gouvernance et des institutions aux États-Unis en comparaison des autres pays notés AAA». Sandoz, une filiale du géant pharmaceutique suisse Novartis qui doit bientôt entrer en Bourse, a obtenu l'autorisation de commercialiser dans l'Union européenne une version biosimilaire d'un médicament pour plusieurs formes de sclérose en plaques. L'action Novartis montait de 0,88% à Zurich. Comme la veille, les valeurs du secteur du luxe souffrent face aux déboires d'Evergrande, qui

constituent un risque pour «les efforts de rebond économique de la Chine», l'un des principaux marchés du secteur, selon Stephen Innes. LVMH reculait de 1,82% à Paris, Kering de 2,51%. A Milan Moncler perdait 3,34%, Richemont cédait 2,49% à Zurich et à Londres Burberry déclinait de 1,59%. Les prix du pétrole baissent vers 07h15 GMT. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, reculait de 1,16% à 92,21 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance, il cédait 1,14%, à 88,66 dollars. L'euro perdait 0,17% face au dollar à 1,0575 dollar pour un euro. Le bitcoin était stable à 26.285 dollars.

CAC40

Nouveau repli, la nervosité toujours de mise

La Bourse de Paris poursuit son repli mardi matin dans un contexte de fermeté du dollar et de remontée des rendements obligataires, toujours lié à la perspective de taux 'plus élevés pendant plus longtemps' de la part de la Réserve fédérale américaine. Le CAC40 lâche 0,5% vers 7090 points. Le marché parisien avait aligné hier une troisième séance consécutive de baisse (-0,8%) tout en évitant une cassure de son support des 7100 points qui laisserait entrevoir un test plus préoccupant de la barre des 7050 points. L'optimisme concernant le scénario d'un 'atterrissage en douceur' de la croissance, qui portait encore récemment les marchés, a cédé la place à un accès de prudence au vu de la flambée des rendements des emprunts d'Etat dans le sillage de la remontée des anticipations d'inflation. 'Cela tient aussi au fait que les investisseurs anticipent un afflux grandissant de papier au vu du creusement des déficits budgétaires', expliquent ce matin les équipes de Deutsche Bank. Conséquence, le rendement des Treasuries à 10 ans a touché hier un nouveau pic depuis 2007 au-delà de 4,54%, un phénomène qui n'épargne pas l'Europe puisque celui du Bund allemand à dix ans dépasse désormais le cap des 2,80%. Les intervenants de marché craignent que cette poussée de fièvre ne finisse par pousser le rendement du 10 ans américain en direction du seuil des 5%, un niveau considéré comme critique. Du côté des changes, le dollar continue de s'apprécier face à l'euro, qui a pulvérisé

hier son récent plancher des 1,0640 pour s'enfoncer vers 1,0590, un plus bas depuis mars dernier. Signe de l'inquiétude des marchés d'actions européens, l'indice mesurant la volatilité implicite de l'indice Euro STOXX 50 a bondi de plus de 12% hier. La nervosité est par ailleurs alimentée par le spectre d'une fermeture partielle des administrations fédérales aux Etats-Unis ('shutdown') dès le 1er octobre, suite au récent blocage par les élus républicains d'un texte portant sur les dépenses de défense. En dépit de cet environnement difficile, les marchés d'actions américains ne cèdent pour l'instant pas à la panique, comme en témoignent les gains symboliques enregistrés par Wall Street lundi. Porté par la vigueur des valeurs pétrolières, le Dow Jones a pris un peu plus de 0,1% hier et le Nasdaq s'est adjugé près de 0,5%, soutenu par les valeurs les plus exposées à l'intelligence artificielle suite à l'annonce par Amazon d'une collaboration stratégique avec Anthropic, une start-up spécialisée dans l'IA. Dans ce contexte d'incertitude économique, les investisseurs vont suivre avec attention dans l'après-midi aux Etats-Unis, les chiffres des ventes de logements neuf et la confiance des consommateurs du Conference Board. Ils surveilleront également dans les prochains jours une batterie d'indicateurs, dont de nouvelles données concernant l'inflation en zone euro et aux Etats-Unis.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Septembre 2023					
Valeur : 27 Septembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.1416	137.1566
1	EUR	EURO		146.1518	146.2089
1	GBP	POUND STERLING		167.8394	167.9194
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3948	92.4236
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7565	18.7593
1	CHF	SWISS FRANC		150.7216	150.7547
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.7446	101.7860
1	DKK	DANISH KRONE		19.5618	19.5656
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3490	12.3520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7463	12.7519
1	AED	UAE DIRHAM		37.3337	37.3479
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5594	36.5653
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.6804	443.8725
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2359	43.6704
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3573	13.3587
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0585	28.2024
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6071	3.6075
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4712	180.4712

L'Europe reste en baisse avec les tensions sur les taux

De Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), en passant par Isabelle Schnabel, membre du conseil des gouverneurs de la BCE, plusieurs responsables de l'institution de Francfort ont expliqué lundi que la zone euro n'en avait pas fini avec l'inflation, dont les chiffres seront publiés vendredi. Aux Etats-Unis, Austan Goolsbee et Neel Kashkari, deux membres de la Fed, ont abondé dans le même sens, le premier disant même s'attendre à une nouvelle hausse des taux intérêt. Une intervention de Jerome Po-

well, le président de la Fed, est prévue dans la semaine, tandis que Philip Lane, chef économiste de la BCE, doit s'exprimer dans la journée. En attendant, le rendement du Bund allemand à dix ans continue de progresser, à 2,821%, à un pic depuis 2011, et celui des bons du Trésor américain de même échéance est monté à un sommet de 16 ans, à 4,566%. "Nous nous attendons à ce que le rendement du dix ans (aux Etats-Unis) s'établisse à un nouveau sommet dans les semaines à venir", écrivent les stratèges de Westpac dans une note dans laquelle ils évo-

quent un possible pic autour de 4,75%. Les traders, eux, parient désormais sur une nouvelle hausse des taux de la Fed d'un quart de point d'ici janvier, tandis qu'une éventuelle baisse a été repoussée à l'été 2024, montre le baromètre Fedwatch. En Bourse en Europe, les secteurs sensibles à l'évolution du coût du crédit comme l'immobilier recule de 1,25%, tandis que le compartiment des nouvelles technologies cède 1,36%. Le luxe, exposé à la Chine, dont l'économie ralentit, abandonne 1,62% avec un repli de 2,04% pour LVMH et de 2,58% pour Richemont. Le groupe de semi-conducteurs ASM International recule de 2,27% malgré le relèvement de son objectif de chiffre d'affaires pour 2025. Ce relèvement est toutefois jugé "décevant" par les analystes de Jefferies.

MALGRÉ LES EFFORTS DE DIVERSIFICATION

Les États-Unis ne peuvent se passer de l'offre chinoise de minéraux critiques

Engagés dans une rivalité commerciale et stratégique, la Chine et les États-Unis sont aussi interdépendants. Sur les minéraux indispensables à la transition énergétique, l'empire du Milieu domine son rival, grâce notamment au contrôle de Pékin sur les ressources minérales africaines.

La Chine est trop importante pour être exclue de la chaîne d'approvisionnement des États-Unis en minéraux critiques. C'est en substance ce qu'a déclaré vendredi 22 septembre un haut responsable de l'administration américaine, alors que Washington s'efforce de diversifier ses sources d'approvisionnement en pariant notamment sur des pays africains. Selon Jose Fernandez, sous-secrétaire américain à la croissance économique et à l'environnement, l'empire du Milieu restera un partenaire clé à l'avenir pour les industries américaines liées à la transition énergétique, notamment celle des véhicules électriques, des éoliennes et du solaire. « À l'heure actuelle, nous achetons de nombreux minéraux à des entreprises chi-

noises [...]. La question plus générale est celle du changement climatique, et nous ne résoudrons pas la crise climatique sans l'implication de la RPC [une référence au nom officiel du pays, la République populaire de Chine, Ndlr] », a expliqué M. Fernandez lors d'une rencontre à New York. Il faut dire que la Chine a acquis au fil des années une domination sur des métaux comme le cuivre, les terres rares, le cobalt, ou encore le lithium, non seulement grâce à ses ressources intérieures, mais surtout avec le contrôle qu'elle exerce sur les ressources d'autres pays comme la RDC, le Zimbabwe ou le Mali. Après des années passées en retrait, les États-Unis s'efforcent donc depuis quelques mois de réduire l'écart avec le rival chinois en Afrique. Depuis le début de l'année, des

investissements de plusieurs centaines de millions de dollars ont ainsi été annoncés par Washington, notamment pour le corridor de Lobito qui permettra d'exporter plus facilement les minéraux de la RDC, premier producteur mondial de cobalt et premier producteur africain de cuivre, et de la Zambie, deuxième producteur africain de cuivre. À l'occasion du sommet organisé en décembre 2022 entre les pays africains et le pays de l'Oncle Sam, un investissement de 150 millions de dollars a aussi été annoncé en Zambie pour l'exploitation du cuivre par la société californienne KoBold Metals. Soulignons aussi les financements consacrés par la banque de développement des États-Unis, Development Finance Corporation, à des projets de graphite en Ouganda et au Mozambique.

FRAUDE FISCALE ET DÉMARCHAGE ILLÉGAL

Examen mercredi du pourvoi d'UBS à la Cour de cassation

La Cour de cassation examine mercredi le pourvoi de la banque suisse UBS contre sa condamnation en 2021 à un total de 1,8 milliard d'euros à Paris pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et démarchage bancaire illégal. La plus haute juridiction judiciaire française, qui pourrait mettre un point final à cette affaire emblématique, rendra sa décision plusieurs semaines après l'audience. Le poids lourd mondial de la gestion de for-

tune a été reconnu coupable le 13 décembre 2021 par la cour d'appel de Paris, qui a considéré que la banque avait bien, entre 2004 et 2012, démarché illégalement de riches contribuables français afin de les convaincre d'ouvrir des comptes non déclarés en Suisse. La cour d'appel a prononcé une amende de 3,75 millions d'euros, une confiscation d'un milliard d'euros (sur la caution de 1,1 milliard déjà versée par UBS) et elle a octroyé à l'État français, partie ci-

vile, 800 millions d'euros de dommages et intérêts. Une semaine plus tard, UBS AG, qui a toujours contesté sa culpabilité, a annoncé se pourvoir en cassation contre cette sanction qui reste la plus lourde prononcée par une juridiction en France pour blanchiment de fraude fiscale. Ce recours a suspendu les sanctions pénales (l'amende et la confiscation) mais pas le volet civil: les 800 millions d'indemnisation ont bien été versés à l'Etat.

ÉTATS-UNIS

Démocrates et républicains ont six jours pour s'accorder sur le budget et éviter un «shutdown»

La première économie du monde fait de nouveau face à la menace d'une paralysie de son administration à cause d'un blocage politique, quatre mois après avoir frôlé le défaut de paiement. Les parlementaires démocrates et républicains doivent voter d'ici à ce samedi 30 septembre minuit leur budget. Sans accord, le pays se retrouverait en « shutdown » entraînant la fermeture ou la réduction d'activité de nombreuses administrations fédérales. La date butoir est fixée à ce samedi 30 septembre. Les parlementaires américains ont jusqu'à minuit pour se mettre d'accord sur le budget 2024. Faute de quoi, l'administration fédérale devra cesser certains paiements. Tous les financements des services fédéraux seront ainsi soudainement coupés. Ministères mais aussi parcs nationaux, certains musées, trafic aérien et une multitude d'organismes seraient affectés. Des centaines de milliers d'employés se retrouve-

raient au chômage technique, priés de rester chez eux et sans salaire jusqu'à ce que le problème soit résolu. Ce que l'on appelle outre-Atlantique un « shutdown ». Plusieurs projets de lois de finances concurrents sont actuellement en débat à Washington, sans qu'aucun d'entre eux ne dispose d'assez de voix pour être adopté par le Sénat, à majorité démocrate, et la Chambre des représentants, aux mains des républicains. Le nécessaire vote sur le budget au Congrès se transforme régulièrement en bras de fer, chaque camp agitant le spectre du « shutdown » pour obtenir des concessions de l'autre. Avec généralement une résolution de dernière minute. Le compte à rebours est lancé. Les tensions se cristallisent autour d'une aide supplémentaire pour l'Ukraine, après la visite à Washington, jeudi dernier, du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Les deux partis au Sénat y sont favorables.

Mais, à la Chambre des représentants, une poignée d'élus de la droite trumpiste refusent d'apporter leurs voix. « Je ne voterai pas pour consacrer un seul centime à la guerre en Ukraine. Je suis pour l'Amérique d'abord », a déclaré vendredi la républicaine Marjorie Taylor Greene, une proche de Donald Trump, dans une vidéo publiée sur le réseau social X (anciennement Twitter). Idem pour un autre élu, Eli Crane, qui a lui aussi posté une vidéo fustigeant ces aides. « Les gens de mon district, et de tout le pays, en ont tellement marre de financer les autres », a-t-il lancé. Côté Sénat, les responsables des deux partis, Chuck Schumer pour les démocrates, Mitch McConnell chez les républicains continuent de discuter. « (Nous) sommes tous deux fermement en faveur d'une aide à l'Ukraine », a déclaré Chuck Schumer ce vendredi à la chaîne CNN, se disant « très, très optimiste ».

POUR COMPENSER SES ÉMISSIONS L'Indonésie lance sa première bourse de crédits carbone

L'Indonésie a lancé mardi sa première bourse de crédits carbone, afin de permettre aux entreprises de compenser leurs émissions, le pays visant la neutralité carbone en 2050. Quatrième pays le plus peuplé au monde et l'un des plus gros pollueurs en raison notamment de son vaste parc de centrales électriques au charbon, l'archipel a négocié il y a un an lors d'un G20 à Bali un accord pour des financements de 20 milliards de dollars (18,8 milliards d'euros) afin de réduire sa dépendance au charbon. Cet accord qui prévoit des financements notamment des États-Unis, de la France, du Canada et du Royaume-Uni et d'institutions internationales vise à permettre à l'Indonésie d'avancer de dix ans son objectif de neutralité carbone, à 2050. « Le lancement de cette première bourse de crédits carbone en Indonésie » représente « une réelle contribution de l'Indonésie à la lutte globale contre la crise climatique », a déclaré mardi le président indonésien Joko Widodo. Cette bourse a un potentiel d'échanges estimé à au moins 194 milliards de dollars (183 milliards d'euros), a ajouté le président. Les échanges se dérouleront à la Bourse indonésienne sous le contrôle de l'Autorité des services financiers (OJK). À l'ouverture des échanges mardi, une quinzaine de transactions ont été enregistrées portant sur l'équivalent de 459.000 tonnes de dioxyde de carbone. L'Indonésie est le plus gros exportateur de charbon au monde et les défenseurs de l'environnement remettent en cause les engagements du gouvernement concernant le climat alors qu'il continue à construire des centrales électriques à charbon. Ces centrales sont, selon ces défenseurs de l'environnement, responsables de la forte pollution de l'air à Jakarta au cours des dernières semaines.

DACIA

Il n'y aura finalement pas de Bigster...

Dacia a changé une partie de ses plans concernant le Bigster, ce fameux SUV à 7 places très attendu par sa clientèle...

Dacia a le vent en poupe et est l'une des marques à succès de ces dernières années. Elle place 2 voitures dans le top 10 des modèles les plus vendus en Europe, avec la Sandero sur la 2e marche du podium.

Alors même si les voitures bon marché n'existent plus, même chez Dacia, le constructeur possède la recette pour séduire et certains modèles sont très attendus, tel le nouveau Duster ainsi que le plus grand Bigster.

Dacia modifie ses plans pour introduire de nouveaux modèles sur le marché. Le changement s'applique à la plus grande voiture de l'offre. Contrairement aux informations précédentes, nous ne verrons pas de Dacia Bigster. Cependant, un changement de plan n'est pas exclu par la déclaration de maintien des motorisations GPL, du moteur à combustion interne et du nouvel hybride.

Dacia Bigster, dont le concept a été présenté il y a deux ans, était censé être le plus grand modèle de la marque. Un grand SUV de 7 places avec un design fort, une garde au sol élevée et d'excellentes propriétés tout-terrain. Le modèle est immédiatement devenu un objet de désir parmi les clients qui attendaient avec impatience sa première, annoncée pour l'année prochaine. Cependant, les plans ont changé. Mais si vous étiez parmi les intéressés, rassurez-vous. Heureusement, seul le nom change.

Un autre nom...

Actuellement, Dacia propose cinq modèles. Il s'agit des Sandero et Sandero Stepway, du Duster, du Jogger (5 ou 7 places) et de la citadine électrique, la Spring. La marque compte introduire un modèle portant le nom de code MiniS-ter. De plus, il y aura également un modèle compact à la frontière entre les segments C et D. Concernant le Bigster, selon des informations non officielles, Dacia aurait changé le nom du modèle. Il s'appellera probablement Duster avec un préfixe supplémentaire, par exemple Grand Duster. Le reste demeure inchangé : il y aura un nouveau moteur hybride de 1,8 litre d'une puissance d'environ 160 ch et 7 places à bord du SUV. Le look fort et robuste sera également conservé, basé sur le concept Bigster. Il y a une certaine logique, puisque le Duster lui-même, pour sa 3e génération qui devrait être présenté dans les semaines à venir, affichera un look issu également du Bigster. L'intérieur sera également nouveau tandis que les tarifs devraient rester compétitifs, pour le plus grand plaisir des clients.

ZOOM, PRIME VIDEO, NAVIGATEUR WEB...

Une nouvelle TOYOTA GR Yaris en prévision pour 2024 ?

La bouillonnante citadine Toyota GR Yaris devrait subir une mise à jour prochainement, et pas uniquement d'ordre esthétique...

Toyota est une marque très surprenante, qui fait très bien ses devoirs en concevant des hybrides remarquables mais parfaitement ennuyants.

Puis, une fois les devoirs finis, il est temps pour le constructeur de franchement s'amuser, par exemple en proposant une citadine complètement hors normes, la GR Yaris.

Comment ce si sage constructeur a-t-il pu à ce point transformer sa placide citadine ? Toyota a toujours su faire le grand écart, et cette fois il était immense.

Imaginez, vous enlevez la motorisation hybride ne faisant tourner que les roues avant pour un moteur turbo de 261 ch délivrer sur les 4 roues, le tout avec un équilibre très joueur, des ailes élargies et des boucliers agressifs à souhait.

Eh bien ce jouet à nul autre pareil va revenir, encore plus dé-luré, selon des rumeurs venues du Japon. Ce serait assez logique,



puisque le modèle fête ses 3 ans, il est alors logique qu'il subisse une mise à jour de mi-vie, afin de la faire durer.

Mais alors qu'elle aurait pu simplement recevoir quelques modifications esthétiques légères, un nouveau jeu de jantes et un système d'infodivertissement revu, la bouillonnante japonaise va en fait franchement évoluer.

D'après le magazine japonais Best Car, la Toyota GR Yaris va recevoir une belle hausse de

puissance ainsi qu'une option de boîte automatique.

Les sources de nos confrères japonais affirment que le 3 cylindres turbo de 1,6 litre serait amélioré pour atteindre la même puissance que la GR Corolla. Ainsi, la citadine ne développera pas moins que 304 ch !

Une boîte auto ?

Les actuelles GR Corolla et GR Yaris développe le même couple

maximal de 370 Nm, ce qui indique que la nouvelle Yaris ne devrait voir que sa puissance augmenter, tandis que le couple restera le même.

A moins que Toyota ne reprenne le couple de l'édition spéciale GRMN Yaris, allégée et limitée à 500 exemplaires, de 390 Nm. Actuellement, la GR Yaris est une pure voiture de passionné, fun à piloter et avec une boîte de vitesse manuelle à 6 rapports.

Cependant, Best Car affirme que le modèle mis à jour proposera, en option, une boîte automatique à 8 rapports, sans aucun doute avec les palettes au volant. Esthétiquement, les boucliers seront légèrement redessinés et, surtout, un grand becquet de toit fera son apparition, pour rendre le modèle encore plus spécial.

Dans l'habitacle, les compteurs à l'ancienne de la Toyota GR Yaris céderont leur place à un combiné d'instrumentation numérique et c'est à peu près tout.

QUAND TESLA FAIT DES PROMESSES...

BYD le réalise pour de vrai !



Cultivant son ambition de détrôner Tesla au rang de plus grand constructeur de véhicules électriques au monde, la marque chinoise BYD innove beaucoup, comme avec ce grand SUV... Peut-être vous souvenez-vous de cette déclaration d'Elon Musk annonçant que son Cybertruck serait capable de flotter ? Et bien BYD l'a fait, et le démontre. Plus exactement, c'est avec sa sous-marque de luxe YangWang que le groupe chinois s'est, littéralement, jeté à l'eau.

S'attaquant aux Range Rover et Mercedes Classe G, BYD a présenté un énorme SUV électrique à grande autonomie, nommé U8. Le modèle délivre une puissance délirante de 1 196 ch via 4 moteurs électriques (un à chaque roue). Il est équipé d'une batterie LFP de 49 kWh qui peut être alimenté, en plus, par un moteur de 2,0 litres, qui sert de prolongateur d'autonomie. Ainsi équipé et avec un réservoir de carburant de 75 litres, le SUV revendique 1 000 km d'autonomie, selon le généreux cycle d'homologation

CLTC. Grâce à sa conception d'un moteur par roue, le YangWang U8 est capable de tourner sur lui-même, par exemple pour effectuer un demi-tour sur place. Cela est rendu possible par la gestion de la rotation de chaque roue. Celles-ci peuvent tourner à des vitesses et dans des directions indépendantes des autres.

HOP, À LA FLOTTE, LE BYD !

Plus impressionnant encore, BYD signe un véhicule capable de naviguer. En tant que véhicule tout-terrain, il est capable de passer à gué jusqu'à 1 mètre de profondeur pour le modèle standard. Il existe cependant une variante Off-Road Master Edition capable de passer dans 1,4 mètre d'eau. Pour ce faire, il est équipé d'un snorkel, cette prise d'air remontée. Celui-ci est nécessaire pour protéger le moteur thermique. Cependant, le modèle est capable d'aller encore plus profondément dans l'eau et, même, de flotter. Pour réaliser ce tour de force, l'U8 propose un mode Yachting spécial pour se protéger.

Grâce à des capteurs embarqués, il élèvera de manière autonome la suspension, désactivera le moteur, fera passer le système CVC interne en mode de recirculation, fermera les vitres et ouvrira le toit ouvrant – offrant ainsi aux occupants une voie d'évacuation d'urgence.

Dans ce mode, BYD affirme que le YangWang U8 peut rester à flot jusqu'à 30 minutes et naviguer à 3 km/h simplement en faisant tourner ses roues.

Microsoft lance un nouvel outil de capture d'écran avancé dans Edge

Le navigateur Web de Microsoft embarque un nouvel outil de capture d'écran. Toujours en cours de développement, le module, qui est désactivé par défaut, intègre des fonctions d'édition avancées.

Microsoft Edge embarque un nouvel outil de capture d'écran. L'outil, qui est d'ores et déjà disponible dans la version stable du navigateur (Edge version 117.0.2045.43) n'est toutefois pas activé par défaut. Microsoft, qui est pour l'instant encore en train de le tester dans son navigateur, a décidé de le dissimuler dans le menu dédié aux fonctions expérimentales d'Edge. C'est le leaker Leopeva64 qui a déniché cette nouveauté et a partagé sa découverte sur Twitter. Ce nouvel outil, nommé Microsoft Edge Screenshot vous permettra de réaliser des captures d'écran directement dans le navigateur, mais aussi et surtout de

les éditer. Par ailleurs, vous pourrez utiliser le module pour réaliser des captures d'écran en pleine page, comprenez par là, des pages web sur toute leur hauteur. Pour utiliser ce nouvel outil capture d'écran, deux options sont possibles : vous pouvez, au choix, cliquer sur le menu principal, puis sélectionner Capture Web, ou utiliser directement le raccourci clavier Ctrl + Maj + S. Vous verrez alors s'afficher le sélecteur de zone, mais aussi deux boutons, en haut de l'écran, pour sélectionner le mode de capture : Capturer la zone web, ou Capturer la page Web complète. Une fois la capture d'écran réalisée, celle-ci s'ouvre automatiquement dans un outil d'édition

directement intégré dans le navigateur. Ce module vous permettra de Dessiner des annotations, dans plusieurs couleurs, avec la possibilité de définir l'épaisseur du trait. Vous pourrez en outre copier la capture d'écran dans le presse-papier de Windows pour l'utiliser ailleurs, la partager, ou tout simplement l'enregistrer sur le stockage de votre ordinateur.

Comment activer le nouvel outil de capture d'écran dans Edge ?

Le nouvel outil de capture d'écran d'Edge étant pour l'instant encore testé par les équipes de développement de Microsoft, celui-ci doit être activé manuellement depuis le menu dédié aux fonctions expérimentales du navigateur.

Cliquez ensuite sur le menu déroulant à droite et changez la valeur Default par Enabled. Cliquez ensuite sur le bouton Redémarrer pour enregistrer les modifications effectuées et relancer Microsoft Edge. Une fois Edge redémarré sur votre PC, le nouveau module de capture d'écran devrait automatiquement être disponible. Il est néanmoins très probable qu'au cours des prochains jours il ne soit plus nécessaire de réaliser cette manipulation pour obtenir ce nouvel outil dans la version stable d'Edge sur Windows. Assez étrangement, Microsoft l'a en effet déjà activé par défaut dans la version macOS de son navigateur Web.

Apple aurait encore une petite nouveauté à présenter en 2023

Apple n'aurait pas encore dit son dernier mot. D'après une fuite, le groupe californien aurait prévu une dernière petite surprise pour conclure l'année 2023. Apple vient de lancer une kyrielle de nouveautés sur le marché. En plus des iPhone 15, la marque a dévoilé plusieurs nouvelles Apple Watch, dont une seconde Watch Ultra, et une paire d'AirPods Pro avec un port USB-C. Apparemment, le géant de Cupertino aurait encore une surprise dans sa manche. D'après les informations relayées par Digitimes, Apple aurait l'intention de commercialiser un nouvel iPad mini avant la fin de l'année. Le média affirme qu'Apple « est prêt à lancer de nouveaux iPad ». Un « nouvel iPad de petite taille » est attendu au cours du « quatrième trimestre ». La tablette petit format devrait donc arriver dans les magasins à temps pour les fêtes de fin d'année, une période d'importance stratégique pour Apple.

Que sait-on déjà de l'iPad mini 7 ?

Dans les grandes lignes, la tablette tactile devrait reprendre les fondamentaux de l'iPad mini 6, dont la sortie remonte à l'automne 2021. On y retrouverait donc un écran de 8,3 pouces, un lecteur Touch ID sur la tranche et un port USB-C. Aux dernières nouvelles, l'ardoise serait privée d'écran ProMotion. Comme les iPhone 15 standards, elle serait cantonnée à une fréquence de rafraîchissement de 60 Hz. Ce n'est pas vraiment surprenant au vu du positionnement tarifaire de l'iPad mini, dont la dernière génération est vendue au prix de départ de 659 euros. Le changement le plus significatif proviendrait



du SoC. Apple remplacerait la puce A15 Bionic par un processeur plus récent. On peut espérer retrouver l'A16 Bionic qui propulse les iPhone 14 Pro et les iPhone 15 standard. D'après Bloomberg, il faut aussi s'attendre à des améliorations sur la partie photographie. Pour mémoire, le précédent iPad mini embarque un unique capteur photo de 12 mégapixels au dos.

Pas de keynote pour l'iPad mini

Sauf grosse surprise, Apple n'organisera pas de keynote pour dévoiler son nouvel iPad mini. La keynote de septembre était la dernière prise de parole de la firme californienne pour l'année.

Apple devrait se contenter d'un simple communiqué de presse pour annoncer la sortie du nouvel iPad mini, dont les nouveautés s'annoncent timides. Certaines rumeurs prédisent également l'arrivée d'un nouvel iPad Air. D'après Mark Gurman, Apple annoncerait une sixième génération de la tablette dans le courant du mois d'octobre. Notez que toutes les sources ne s'attendent pas à de nouveaux iPad. Pour l'analyste Ming Chi-Kuo, Apple ne commercialisera pas la moindre nouvelle tablette cette année. Il faudrait attendre le début de l'année prochaine pour que le groupe de Tim Cook prépare l'arrivée d'un iPad mini.

ChatGPT ouvre les yeux, les oreilles et la bouche

Jusqu'à présent, discuter avec ChatGPT se limitait à du texte. OpenAI ouvre en grand les portes et les fenêtres de son bot avec qui il va devenir possible de parler de vive voix ; mieux encore, ChatGPT sait aussi analyser les images.

ChatGPT veut devenir plus qu'un bot conversationnel : un véritable assistant virtuel ! OpenAI a commencé à déployer une mise à jour de grande ampleur pour son chatbot, d'abord en lui donnant des oreilles et une voix. Plusieurs mêmes, puisque l'entreprise a planché avec des comédiens de doublage professionnels sur 5 voix : deux féminines, deux masculines, une plus enfantine.

Ces voix de synthèse, toutes de langues anglaises pour le moment, sont propulsées par un nouveau modèle text-to-speech. Whisper, l'outil open-source de reconnaissance de texte développé par OpenAI, est mis à contribution pour la retranscription en texte des mots de l'utilisateur.

La société reconnaît que cette technologie — exploitée par Spotify avec son nouveau service de traduction de podcasts — présente des risques, par exemple la possibilité d'usurper l'identité de personnalités publiques. C'est pourquoi OpenAI circonscrit l'utilisation de cette technologie aux discussions vocales. L'autre grosse nouveauté, c'est la possibilité pour ChatGPT d'analyser des images. L'utilisateur peut demander au bot des informations sur une photo, par exemple celle de l'intérieur de son frigo, pour que le bot suggère des recettes. Il peut aussi analyser un graphique, un tableau ou une capture d'écran. ChatGPT peut par exemple identifier une clé Allen dans une boîte à outils : Cette identification des images, qui s'appuie à la fois sur GPT-3.5 et GPT-4, a été développée avec l'aide de Be My Eyes, une application destinée aux personnes atteintes de cécité qui leur permet d'obtenir des informations à partir de photos. Là aussi, des mesures de sécurité ont été mises en place. Dans le cas des images, OpenAI a restreint les capacités du bot à analyser les individus. Voilà qui va ajouter une nouvelle corde à l'arc de ChatGPT en matière d'images, puisque le bot va également accueillir Dall-E 3.

Ces fonctionnalités rapprochent de plus en plus ChatGPT des assistants connectés « traditionnels » qui eux aussi, vont intégrer des modèles de langage avancés pour s'améliorer. C'est par exemple le cas de la nouvelle Alexa.

Mots fléchés

Tromperie		Alcaloïde		Compas-sion		Totale		Sur le Niger		Ville de Chaldée		Fabriquât	
Sondages		Erbium en bref		Souverain		Armée secrète		Femme de lettres		Très personnel		Autre moi	
Service											Soldat US		
Cale											Extrait de férule		
		Fruit d'automne							Grosse mouche				
		Sommet népalais							Vergnes				
Bramer						Champi-gnons		Planche de relieur				Écrite	
Voilier								Cousin du lama					
				Longue période	Preuve								
Prince troyen					Roue de gruyère						Avant de navire		Sécher
Condiment en bouton	Bourricot		Aber				Cycle			Forme d'être			
			Unité militaire				Article de souk			Tout compris			
					Jeunes filles								
					Passage dangereux								
Sans effet				Renforts									
Sous officier				Étirer									
							Démon-s-tratif		Calcium du chimiste			Impres-sionner	
									Énorme succès				
Chatte	Fleuve d'Afrique				Contri-bution					Asticot			
	Religion									Manque de sérieux			
								Élargi					
								Boîte à cendres					
Sans entrain		Avant l'année			Évacuée	Succès					Brome du labo		
		Signala				D'instinct							
							Pester						Prend fin
							Bout de pièce						
Changement											Accord du sud		
Habitant											Sou danois		
			Passé à l'eau						Attribut du paon				
			Canton suisse						Callosité				
Malaxée	Cours rudimen-taire			Sans bavure				Maîtres des bois					
	Tek été			Nid d'espions				C'est du cuivre					
						Sans rameau							
Empereur allemand							Ne pâit plus				Île de France		

L'Algérie produira 3,6 millions de M³ par jour d'ici 2024

Le directeur général de l'Algerian Energy Compay (AEC), filiale de Sonatrach, Mohamed Boutaba, a révélé hier mardi que la production algérienne en dessalement d'eau de mer atteindra 3,6 millions de mètres cubes par jour, après l'entrée en service des cinq nouvelles stations en décembre 2024, portant le nombre total des stations au 19. Il a indiqué, dans une déclaration à la radio, que l'Algérie compte actuellement 14 usines de dessalement d'eau de mer d'une capacité de production estimée à 1,5 million de mètres cubes par jour. Le même responsable a indiqué que des préparatifs sont en cours pour lancer des projets visant à réaliser 5 nouvelles stations dans le cadre du programme complémentaire de dessalement de l'eau de mer.



TOURISME

2 nouveaux hôtels à Alger

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a procédé, mardi lors d'une visite à Alger, à l'inauguration deux nouveaux hôtels d'une capacité de plus de 400 lits, relevant du secteur privé, et qui vont assurer plus de 300 emplois. Il s'agit de l'hôtel « Africana », classé 5 étoiles, situé à Ain Benian, et de l'hôtel « Ad Hotels », classé 4 étoiles, sis à Bir Mourad Raïs. Accompagné du wali d'Alger, Abdenmour Rabhi et de nombre de cadres du secteur, M. Didouche a fait savoir, que cette réalisation s'inscrivait dans le cadre de la politique de l'Etat visant à « encourager l'investissement touristique et à assurer des structures d'hébergement conformes aux normes du secteur touristique ». Le ministre a également indiqué que ces deux hôtels « contribueront à la promotion du tourisme urbain et du tourisme d'affaires », précisant que les tarifs « seront soumis aux lois du marché en fonction de l'offre et de la demande ». Se rendant, par ailleurs, dans un atelier de céramique au niveau de la circonscription administrative de Draria, M. Didouche a affirmé que cet atelier, géré par l'artisan Saïd Djaballah, « contribue à la formation des jeunes dans ce métier », ajoutant que le propriétaire de cet atelier, qui emploie environ 30 artisans, « s'attèle à la réalisation d'une école de formation dans la fabrication de la céramique pour les jeunes artisans et les personnes handicapées ».

ONU

L'urgence climatique fait peser une menace sur le tourisme

L'urgence climatique fait peser une menace sur bon nombre de destinations touristiques et sur la survie même des sociétés et des économies qui dépendent du tourisme, alerte le Secrétaire Général de l'ONU à la veille de la Journée mondiale du tourisme, notant, que " le sous-investissement s'aggrave et le coût de la vie flambe", dans de nombreux pays en développement gravement touchés par les changements climatiques. En outre, ce puissant instrument au service du progrès et de la compréhension mutuelle, "doit être protégé et entretenu", indique M. Guterres dans son message à l'occasion de cette Journée célébrée le 27 septembre de chaque année, soulignant le besoin vital d'investissements pour bâtir un secteur du tourisme "qui soit au service des personnes et de la planète". Les Etats et les entreprises doivent investir dans des pratiques touristiques durables et résilientes, selon le chef de l'ONU. Les acteurs privés doivent adopter des trajectoires zéro émission, réduire leur consommation d'énergie et tirer parti des énergies renouvelables. Et chacun doit protéger la biodiversité et l'équilibre écologique de toutes les destinations. La Journée mondiale du tourisme sera axée cette année, sur l'appel à l'action pour fédérer la communauté internationale, les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les partenaires du développement et les investisseurs privés au-



tour d'une nouvelle stratégie d'investissement dans le tourisme. A l'occasion de cette Journée mondiale du tourisme, consacrée aux investissements verts, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), met en lumière le besoin d'investissements plus nombreux et mieux ciblés pour le bien de l'humanité, de la planète et de la prospérité. Pour le Secrétaire Général de l'OMT, Zurab Pololikashvili, le tourisme offre des solutions à certains "de nos plus grands défis – dont la crise climatique et le besoin urgent d'aller vers des économies plus durables". "2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les canicules pourraient bien se généraliser", rappelle-t-il, soulignant que le tourisme "a besoin de s'adapter. D'autre part, la Covid-19 a

aussi créé l'occasion de redéfinir et de recalibrer les investissements touristiques, aussi bien du point de vue de l'orientation à leur donner que de leur justification, afin de contribuer plus efficacement à la mise en œuvre d'un avenir plus durable pour les personnes, la planète et la prospérité, selon les spécialistes. En cette Journée mondiale du tourisme, l'OMT insiste sur le besoin d'investissements plus nombreux et mieux ciblés pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), la feuille de route des Nations unies pour un monde meilleur à l'horizon 2030, affirmant que l'heure est aux solutions nouvelles et innovantes, et pas seulement aux investissements traditionnels, qui favorisent et soutiennent la croissance économique et la productivité.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Le Grand Sud, un trésor touristique caché, il faut s'en servir, mais avec prudence

A titre d'illustration, le tourisme mondial génère 7% des exportations totales ; 30 % des exportations de services ; 3ème secteur exportateur devant l'automobile et après la chimie et les hydrocarbures ; 10% de l'emploi mondial.

En Algérie nous sommes très loin de ces indicateurs. Porter à 2% la part du tourisme dans le PIB est un objectif réaliste à moyen terme. Créer des centaines de milliers d'emplois directs et indirects est aussi possible à moyen terme. Mais comment ? L'industrie touristique (c'est comme ça qu'il faut l'appeler) est l'autre domaine dont la dotation en facteur naturel est très élevée. L'Algérie est l'un des rares pays à pouvoir offrir des produits touristiques originaux, distinctifs de tous les autres, non comparables et non imitables. L'industrie touristique algérienne est encore en jachère, faut-il la faire sortir de ses archaïsmes et de ses blocages. Le grand potentiel est au Sud ; n'est-il pas aujourd'hui nécessaire de créer des zones économiques spéciales (un genre de zone franche) dans notre grand sud pour attirer tous les investisseurs de la chaîne de valeur touristique (Hôtellerie, circuits, Tour-operator, voyagistes, plateformes de réservation

et logistique de transports et des circuits intérieurs) en intégrant les acteurs locaux pour leurs savoirs faire dans plusieurs domaines (circuits à dos de chameaux, gîtes traditionnels, art culinaire, découverte et guide pour les visites des sites protégés...). Voilà un secteur de diversification par excellence. En effet, il a un effet d'entraînement sur les autres secteurs, comme l'industrie agroalimentaire, l'agriculture, les autres services non administratifs, comme les transports, l'artisanat, ... Dans le Grand Sud (véritable trésor caché de l'Algérie), le potentiel est immense, l'investissement doit être aussi énorme, mais les résultats seront aussi considérables. Seuls Les investisseurs internationaux, avec leurs capacités financières, leurs réseaux d'opérateurs, leurs plateformes numériques et leurs savoir-faire peuvent rendre la destination attractive et rentable. Le pari sur un revenu de 10 Mds de \$ par an est jouable ; dont 80% exportables. L'une des options est celle de créer une Zone Economique Spéciale (Tourisme) couvrant les grands espaces du Tassili et du Hoggar. De telles zones spéciales ont été établies partout dans le monde ; il en existe dans notre région : Tunisie, Namibie, Jordanie, Emirats Arabes Unis. Les zones économiques spé-

ciales doivent notamment offrir des services d'infrastructures de qualité (électricité, télécommunications, etc.) et être reliées aux voies de transports terrestre et aérien. Les conditions d'emploi de la main-d'œuvre doivent aussi être prises en considération dès le stade de la conception. La cohérence des politiques et la coordination institutionnelle sont également cruciales, de même que l'efficacité des partenariats noués entre les pouvoirs publics, les institutions internationales et les entreprises. Des règles dérogatoires au régime général doivent être prises en matière du marché de l'emploi, de la fiscalité, des conditions de séjour des personnels expatriés... Il s'agira de rendre flexibles et simplifiées les procédures administratives et les relations avec les administrations locales. La relation avec les entreprises locales, hors zone, devront être renforcées par des politiques d'incitations. Il peut s'agir de mettre en place des programmes de formation des entreprises du secteur du tourisme pour renforcer leur productivité et leurs capacités, d'organiser des manifestations de réseautage entre entreprises implantées dans des zones économiques spéciales et entreprises locales ou de diffuser auprès des entreprises étrangères de ces zones des informations sur les fournisseurs locaux de biens et de services.